

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3455 - VENDREDI 22 MARS 2019

VIE DES INSTITUTIONS

Vers la tenue d'un dialogue politique

La préparation du dialogue politique a été au cœur des échanges entre le président du Sénat, Pierre Ngolo, et le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue, Martin Mbéri. Abordé par la presse à la fin des

entretiens, le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue a indiqué que la date et le lieu où vont se tenir ces retrouvailles ne sont pas encore connus. « Il faudra dans un premier temps prendre des contacts

nécessaires avec des autorités, des dirigeants des partis politiques et des organisations de la société civile », a déclaré Martin Mbéri.

Page 3

DIPLOMATIE

Quatre nouveaux ambassadeurs reçus par le président de la République



Nina Thsering



Serhan Ali Yigit



Mbodou Seid



Anibal José Marquez Munoz

Le président Denis Sassou N'Guesso a reçu, hier, au Palais du peuple à Brazzaville, des lettres de créances des ambassadeurs de l'Inde, Nina Thsering ; de Turquie, Serhan Ali Yigit ; du Tchad, Mbodou Seid ; et du Venezuela, Anibal José Marquez Munoz. Les quatre diplomates entendent, au cours de leurs mandats, renforcer la coopération entre le Congo et leurs pays respectifs.

MONNAIE

La masse monétaire du Congo en augmentation de 4%

Selon les statistiques de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), la quantité de la monnaie en circulation en République du Congo est en augmentation par rapport aux années antérieures. Entre 2016-2017, elle était estimée à -0,7% contre 4% en début 2019. « Il faut noter

qu'à la faveur de l'amélioration de la conjoncture économique, nous avons observé une croissance de la masse monétaire d'à peu près 4%, ce qui traduit que la conjoncture s'est améliorée », a indiqué le directeur national de la BEAC, Michel Dzombala. Page 3

FINANCES PUBLIQUES

Mise en place du système intégré de sécurisation des recettes de l'Etat

Le ministère des Finances et du budget va lancer, le 25 mars, la phase test du nouveau système intégré de gestion des finances publiques mis en place pour mieux gérer, sécuriser et rationaliser les recettes de l'Etat.

Pour cette phase expérimentale, les ministères de l'Intérieur, de l'Energie, de la Construction et des Finances vont servir de plateforme pilote pour peaufiner la nouvelle application.

Page 3

ÉDITORIAL

Route

Page 2

CAN 2019

Les Diabes rouges n'ont plus droit à l'erreur



Dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations de football, Egypte 2019, les Diabes rouges du Congo vont affronter le dimanche 24 mars à Harare, les Warriors du Zimbabwe. Derniers du groupe G avec cinq points, les Congolais doivent à tout prix gagner afin de voler la vedette à leur

adversaire. Selon le président de la Fédération congolaise de football, Jean Guy Blaise Mayolas, des instructions fermes ont été données aux personnes concernées par cette rencontre afin qu'elles travaillent avec abnégation, sincérité et courage pour atteindre l'objectif de la qualification. Page 11

ÉDITORIAL

Route

Si'il fallait une preuve que la Chine entend bien occuper dans les décennies à venir une place de choix sur la scène économique et politique mondiale, la tournée que le président Xi Jinping effectue aujourd'hui en Europe est là pour l'apporter. Centrée sur la mise en place de la nouvelle « Route de la soie » qui générera à coup sûr un élan commercial sans précédent avec le Vieux continent, cette visite confirme les ambitions planétaires de l'ex-Empire du milieu. Elle a pour objectif affirmé de faire de la Chine le partenaire économique le plus actif, le plus dynamique d'une Europe qui s'essouffle quelque peu et qui a manifestement besoin de relancer son économie.

Qu'une telle initiative ne plaise pas à tout le monde, aux Américains en particulier qui redoutent à juste titre de n'être plus demain les citoyens de la première puissance mondiale, n'a rien d'étonnant. Mais le poids humain, le dynamisme économique, la richesse financière, la maîtrise des nouvelles technologies et plus encore l'ambition affirmée de la Chine sont tels aujourd'hui que rien ni personne ne peut plus empêcher la marche en avant dont la nouvelle « Route de la soie » constitue le parfait symbole. Nous en aurons une nouvelle preuve au terme de la visite de Xi Jinping en Europe, lorsque l'heure sera venue d'en dresser le bilan précis.

La compétition entre les grandes puissances n'étant jamais exempte de violences, il se peut qu'un conflit majeur surgisse un jour de la course dans laquelle se lancent sans l'avouer clairement la Chine, les Etats-Unis et dans une moindre mesure la Russie. Mais il n'est pas impossible aussi que le meilleur en sorte. Le meilleur, c'est-à-dire des avancées remarquables sur le plan économique et social grâce à la compétition pacifique que se livrent les « Grands » à l'échelle planétaire et dont l'Afrique, notre Afrique, pourrait tirer à bref délai de grands, très grands bénéfices.

Si la raison l'emporte sur les mauvais instincts et si les puissants de ce monde rivalisent de façon pacifique, les problèmes auxquels les nations comme la nôtre se trouvent confrontées ne seront bientôt plus qu'un mauvais souvenir. Espérons donc que Xi Jinping et Emmanuel Macron, qui doivent se rencontrer à Paris ce week-end, n'éluderont pas la question lors de leur tête-à-tête.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Les parlementaires belges et congolais envisagent de renouer leur partenariat

La question a été au centre des échanges que le président du Sénat, Pierre Ngolo, a eus le 21 mars à Brazzaville avec le chargé d'affaires sur pied du Royaume de Belgique au Congo, Frédéric Meurice.

Au sortir de cet entretien, ce dernier a évoqué les perspectives de partenariat qui peuvent être créées entre son pays et la République du Congo, dans le cadre de la diplomatie parlementaire au

regard du rôle que les parlementaires des deux pays avaient joué, à une certaine époque, et également du contexte dans lequel ces relations entendent se renouer.

Jean Jacques Koubemba

5^E CONGRÈS ORDINAIRE DU PCT

Le Niari ne veut pas rester en marge des cotisations spéciales

Le coup d'envoi de l'opération de collecte de fonds a été donné le 18 mars par le président de la fédération du Parti congolais du travail (PCT) du département, Antoine Ngouala, à l'occasion de la commémoration du 42^e anniversaire de la mort de l'ancien président de la République et fondateur de cette formation politique, Marien Nguabi.

Les cadres et militants de la fédération PCT du Niari ne veulent pas demeurer en marge de l'organisation du cinquième congrès ordinaire de leur formation politique. Ils l'ont témoigné au moment du lancement de cette opération, conformément aux instructions de leur secrétaire général, Pierre Ngolo, prescrites le 5 février dernier à Brazzaville.

En effet, Antoine Ngouala a exhorté les militants à l'excellence en donnant avec leur cœur et en fonction de leurs capacités, afin que le département du Niari puisse occuper les premiers rangs comme dans le passé, à l'occasion de l'appel à candidature du président Denis Sassou N'Gouesso et de la cotisation

pour la construction du siège du parti.

Commentant l'acte et la décision signés par le secrétaire général du PCT, fixant les modalités d'organisation de cette cotisation spéciale, il a rappelé les taux de cotisation. Ainsi, les militants sans emploi verseront au moins la somme de 1000 FCFA et les travailleurs au moins 20 000 FCFA. Les cadres et les dirigeants seront, quant à eux, informés de leur montant par correspondance. Notons que cette opération de cotisation s'achèvera le 5 juin.

Cette activité organisée à l'occasion de la commémoration du 42^e anniversaire de la disparition du président Marien Nguabi a été également un moment d'évocations. C'est ainsi que le président de la fédération-PCT Niari a rappelé que chaque militant, membre ou dirigeant du parti, devrait faire le nécessaire sacrifice à l'image du président-fondateur. Il a aussi indiqué que l'esprit du parti et l'amour du pays devraient guider chacun d'eux au moment où le Congo traverse une crise

économique aiguë.

Assimilant cette crise à l'impérialisme, qui avait abattu leur président-fondateur le 18 mars 1977 pour l'empêcher de tenir le 3^e congrès extraordinaire du PCT. « Pour combattre l'impérialisme économique, il nous faut tenir notre congrès, il faut nous organiser, nous prendre en charge. C'est ainsi que la direction politique du parti nous organise en interpellant notre esprit militant à travers la cotisation spéciale du 5^e congrès ordinaire », a insisté Antoine Ngouala.

Signalons que cette cérémonie s'est déroulée dans la salle de la préfecture, en présence des militants et membres du PCT de Dolisie, des autorités politico-administratives des quatorze districts et quatre communes du département du Niari. Elle a été marquée par le dépôt d'une gerbe de fleurs devant l'effigie du président Marien Nguabi. C'est le vice-président national de la commission de contrôle et d'évaluation, Mavoungou Ngot, qui a posé cet acte.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International :

Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts :

Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport :

James Golden Eloué (chef de service),

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FINANCES

La quantité de la monnaie en circulation au Congo en hausse de 4%

D'après le Comité monétaire et financier national, qui vient de tenir sa première session ordinaire de l'année, le 18 mars à Brazzaville, le progrès de la masse monétaire traduit la conjoncture économique dopée par les réformes établies par la banque centrale.

Les experts ont observé, en lien avec le léger rebond, une augmentation des avoirs extérieurs nets, le taux de couverture extérieure de la monnaie est ressorti à 32,6% en 2018, contre 27,6% un an auparavant. Au plus fort de la crise économique, entre 2016-2017, le coût de la monnaie en circulation s'établissait à environ 1938 milliards FCFA, un niveau très faible par rapport aux années d'embellie.

De même, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a noté une forte augmentation des exportations de pétrole depuis 2018, le solde du compte courant a été excédentaire de 24,4% du Produit intérieur brut (PIB), contre un excédent de 3,6% du PIB en 2017.

« Il faut noter qu'à la faveur de l'amélioration de la conjoncture économique, nous avons observé une croissance de la masse monétaire d'à peu près 4%, ce qui traduit que la



Les experts pendant les travaux du comité monétaire et financier national

conjoncture s'est améliorée », a expliqué le directeur national de la BEAC, Michel Dzombala. L'état de santé de la masse monétaire nécessite pour autant la poursuite de la réforme de la politique nationale en la matière, conformément à la réglementation de la banque centrale. La maîtrise de celle-ci est indispensable pour la survie et la reprise de l'économie nationale. Il s'agit principalement de

la monnaie fiduciaire (pièces et billets), des dépôts bancaires et des titres de créances négociables qui peuvent être immédiatement utilisés comme moyen de paiement.

Rétablir la confiance entre les banques locales

Dans le sillage des travaux du comité monétaire et financier national puis de la réunion du conseil national du crédit, les

économistes ont également planché sur la situation de la liquidité bancaire, l'évolution du financement bancaire, etc.

Il ressort que le financement bancaire n'est pas encore au niveau qui permet d'assurer un accompagnement des petites et moyennes entreprises. À ce sujet, des difficultés ont été évoquées au niveau du marché des capitaux et les experts ont constaté que le marché inter-

bancaire demeure en ralenti. Une chose est sûre, d'après Michel Dzombala, les banques locales ne se font pas mutuellement confiance. C'est ainsi que la banque centrale a décidé d'initier un certain nombre de réformes pour justement rétablir la confiance entre celles-ci, afin qu'elles se prêtent des capitaux. Au niveau des autres segments du marché monétaire, la banque centrale a souligné une reprise du marché des capitaux, avec le recours plus fréquent du Trésor public congolais aux émissions des titres publics aux échéances plus longues.

Enfin, les banques se portent bien sur le plan de la liquidité, en raison non seulement de la reprise de l'économie, mais aussi des réformes communautaires qui ont pu faciliter un meilleur accès à la liquidité aux banques. Les opérations d'appels d'offres à taux multiples, lancées sur le marché communautaire, ont donc permis aux banques locales d'accéder à un peu plus de liquidités que par le passé où elles étaient contraintes par un objectif de refinancement fixé à trente milliards de francs CFA.

Fiacre Kombo

Les réformes du système de gestion se poursuivent

Le ministère des Finances et du budget va tester, à partir du 25 mars, le nouveau système intégré de gestion des finances publiques, avant de le déployer dans toute l'administration publique.

Les ministères de l'Intérieur, de l'Énergie, de la Construction et des Finances serviront de plateforme pilote pour peaufiner la nouvelle application qui vise à gérer, sécuriser et rationaliser les recettes de l'État.

Ce projet s'inscrit dans le plan d'action actualisé du projet Système intégré de gestion des finances publiques (Sigfip)

de 2019, présenté le 20 mars à Brazzaville, lors du neuvième comité de pilotage dudit projet, présidé par le ministre de tutelle, Calixte Nganongo.

« Cette réunion est une occasion qui nous permet de passer en revue ce que nous estimons être la pierre angulaire de toutes les réformes au niveau des régies financières », a-t-il indiqué.

« J'aimerais également que nous fassions le point des missions effectuées par rapport à ce qui a été implémenté, notamment le fonctionnement du guichet unique de dédouanement (GUD). Les choses vont techniquement

bien en dehors de quelques agents véreux qui continuent de contourner ce support électronique », a souligné Calixte Nganongo.

Notons qu'en dehors du Sigfip, projet capital du ministère des Finances, d'autres applications telles le e. taxe, le e. douane et le nouveau fichier new seront intégrées dans le processus de paiement des impôts et taxes pour réduire toute possibilité de falsification. Le projet dédié à la gestion électronique des bourses puis bien d'autres applications sont actuellement en développement, a relevé le chef de projet Sigfip, Marius Ikolo Ngakosso.

Rappelons qu'en 2018, pour rendre compte de l'application effective de toutes les réformes mises en place, le ministère des Finances a organisé des missions d'observation dans la Sangha, à Pointe-Noire et à Dolisie. Outre d'énormes efforts accomplis dans le but de sécuriser les recettes de l'État, quelques faiblesses ont été constatées, notamment à Ouesso, dans la Sangha, où les services du GUD sont mal logés.

Lopelle Mboussa Gassia et Gloria Lossele (stagiaire)



Les membres du comité de pilotage

VIE DES INSTITUTIONS

Vers la tenue d'un dialogue politique

Martin Mbéri a été reçu en audience par Pierre Ngolo, le 20 mars à Brazzaville. Les deux personnalités ont abordé, entre autres, la question de la tenue prochaine d'un dialogue national dont la date n'a pas été arrêtée, en expliquant la manière dont celui-ci sera organisé.



Me Martin Mbéri échangeant avec Pierre Ngolo

« Il faudra d'abord prendre tous les contacts nécessaires avec certaines autorités, certains dirigeants des partis politiques, certaines organisations, entendu les jeunes, les femmes et connaître leurs opinions », a fait savoir Martin Mbéri à la presse, à l'issue de l'entretien. Le secrétaire permanent du Conseil national du dialogue a ajouté que le dialogue est prévu dans les lois et il ne peut pas ne pas tenir compte des opinions des uns et des autres. « On est en train d'étudier comment l'organiser. Quand le peuple a des problèmes, on doit convoquer un dialogue pour les résoudre », a-t-il souligné. Il s'est, en outre, réjoui du fait que c'est pour la première fois qu'une telle institution a été créée dans le pays. En rappel, plusieurs dialogues se sont déjà tenus au Congo dont le dernier remonte à 2015, à Sibiti, dans le département de la Lékoumou

Jean Jacques Koubemba

Message du Directeur Général de l'Hydraulique à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'eau du 22 mars 2019

Chers compatriotes,

Le 22 mars de chaque année, la communauté internationale célèbre la journée mondiale de l'eau sous divers thèmes liés à l'importance de l'eau dans le développement socio-économique de nos pays et de son rôle dans l'équilibre des écosystèmes. Le thème de cette année 2019 est « Ne laisser personne de côté ». Celui-ci s'adapte à l'une des promesses du programme de développement durable à l'horizon 2030, qui consiste à assurer, d'ici à 2030, l'accès de tous à l'eau et une gestion durable des ressources en eau et nous exhorte à une prise en compte des plus pauvres et des couches vulnérables dans les plans stratégiques d'accès à des services d'eau potable et d'assainissement.

Aujourd'hui, plus de 663 millions de personnes dans le monde vivent sans eau potable près de chez elles et passent d'innombrables heures à faire la queue ou à faire du trekking vers des sources éloignées. Ce qui les expose à des maladies d'origine hydriques, conséquences de l'utilisation des eaux contaminées. Face à la problématique de l'accès à l'eau pour les plus pauvres, une nouvelle approche plus stratégique s'avère essentielle pour atteindre les Objectifs de Développement Durable d'ici 2030. L'eau est essentielle pour les droits humains et la dignité, ainsi que pour la survie des enfants et des femmes à travers le monde ; elle ne peut se prêter à un traitement purement technique. En revanche, elle implique l'adoption d'une approche globale et intégrée, en faisant preuve de vigilance et de perspicacité.

Aussi, plusieurs solutions ont-elles été préconisées pour la prise en compte des plus pauvres dans le plan national de développement de la République du Congo (2018-2022). Les actions au cœur de notre stratégie de développement 2018-2022 consistent à : (i) réformer en profondeur notre secteur de l'eau et de l'assainissement, (ii) alimenter en eau potable les quartiers périphériques des grandes villes (Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, etc.) et (iii) réhabiliter les points d'eau villageois, en général, et les forages du projet Eau Pour Tous, en particulier.

C'est le moment privilégié de rendre, une fois de plus, un hommage mérité et appuyé à tous les partenaires au développement pour l'assistance qu'ils ne cessent d'apporter au secteur de l'eau et de l'assainissement du Congo durant ces dernières années.

Enfin, je saisis cette opportunité pour lancer un vibrant appel à tous les compatriotes, pour une gestion responsable de nos systèmes d'alimentation en eau potable et de nos points d'eau villageois, afin de pérenniser les investissements consentis par le Gouvernement de la République en faveur des plus vulnérables.

Soyons porteurs de ce message auprès de tous et en tout lieu.



Hervé Didas Christian AMBOUHOUC

SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°007 / DURQuaP / 2019
REPUBLICUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION
DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQuaP)

EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DES ÉTUDES TECHNIQUES ET LE CONTRÔLE-SUPERVISION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS SCOLAIRES DE MOUNTOU MAVOUNGOU (QUARTIER TCHINIAMI – ARRONDISSEMENT 3: LOANDJILI) ET BENJAMIN PAMBOU (QUARTIER MBOUKOU ARRONDISSEMENT 1: TIÉ-TIÉ)

N° de Prêt : BIRD 8588-CG

N° de référence : CG-DURQuaP-056-SC-QC

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « Etudes techniques et contrôle – supervision des travaux de réhabilitation des écoles primaires Mountou MAVOUNGOU (Quartier Tchiniambi – Arrondissement 3 : Loandjili) et Benjamin PAMBOU (Quartier Mboukou Arrondissement 1 : Tié-tié) ».

2. Les services de consultant (« Services ») consistent à élaborer les études techniques (APS, APD et DAO) et d'assurer le contrôle et la supervision des travaux de réhabilitation des écoles primaires Mountou MAVOUNGOU (Quartier Tchiniambi) et Benjamin PAMBOU (Quartier Mboukou) en tenant compte des objectifs quantitatifs et des coûts estimés dans le cadre du projet.

3. La Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral/Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : (i) qualifications pour exécuter les services présentés (références de l'exécution de contrats analogues, etc.); (ii) capacités techniques et en personnel (personnel permanent); (iii) domaines d'intervention ainsi que les années d'expériences et les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculums vitae.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la

Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

6. Un Consultant sera choisi selon la méthode « Qualification de Consultants « QC » telle que décrite dans les Directives de Consultants.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

8. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 08 avril 2019 à 13 h 00 (heures locales)

Secrétariat DURQuaP

A l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO ; BP : 14 729 – Brazzaville – République du Congo.

Tél : 22 613 90 36 / (+ 242) 05 776 90 57 / 06 667 22 29

Email : cepdurquapdgg@gmail.com

**Le Coordonnateur du Projet,
BATOUNGUIDIO. -**

MÉTIERS AGRICOLES

Des enseignants formés pour susciter des vocations auprès de leurs élèves

Une session de formation des instituteurs et professeurs a été lancée, le 20 mars à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, dans le cadre de la mise en œuvre du projet « classes vertes » pour l'éducation nutritionnelle et la sécurité alimentaire au Congo.

Le projet « classes vertes » est une initiative du gouvernement congolais et de ses partenaires des agences du système des Nations unies, en partenariat avec le Département de l'agriculture des Etats-Unis (USDA). L'activité de Kinkala est censée regrouper des participants des départements de la Bouenza, du Kouilou, de la Lekoumou, du Niari, y compris du Pool. À travers cette initiative, le gouvernement et les partenaires au développement veulent promouvoir le travail de la terre et lutter contre la sous-alimentation. L'objectif de la formation, ont-ils dit, est de faire acquérir les connaissances scientifiques, techniques et les compétences en matière de sécurité alimentaire, nutritionnelle ; adapter les curricula aux contextes des apprenants et de l'environnement ; vulgariser les aspects de santé/nutrition dans les écoles.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et



Les participants

l'agriculture est l'un des principaux partenaires impliqués dans cette initiative. Pour sa représentante résidente au Congo, Suze Percy Filippini, il est important d'inculquer chez les jeunes les notions de base de productions agricoles et la bonne manière de s'alimenter.

« Il est aujourd'hui prouvé que la santé et la nutrition sont des déterminants importants de la réussite des élèves et du processus d'apprentissage. Un manque nutritionnel et une mauvaise santé des enfants en âge d'être scolarisés sont une cause d'absentéisme et de l'échec scolaire », a estimé l'intervenante, saluant l'installation d'une école qui offre à la fois un enseignement général et des savoir-faire nutritionnel et agricole.

En effet, cette session de formation de la partie sud concerne un échantillon de

cent-soixante-neuf enseignants, dont vingt issus des écoles pilotes devront expérimenter les jardins scolaires. Ils seront tous employés comme formateurs, y compris les chefs de secteurs agricoles, les directeurs départementaux de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et les personnes ressources du ministère de la Santé chargée de la nutrition des localités concernées par les classes vertes.

Un outil pédagogique a été conçu par l'équipe de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques. Le directeur de cabinet du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou Maba, qui lançait les activités, a rassuré sur l'engagement du gouvernement de mettre les moyens nécessaires pour la concrétisation du programme.

Fiacre Kombo

SANTÉ PUBLIQUE

Le Congo dévoile ses attentes de coopération avec l'OMS

Les principaux axes d'appui que le pays attend de l'agence onusienne ont été énumérés lors d'une séance de travail entre la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, et le nouveau représentant de cette agence, le Dr Lucien Manga.

Nouvellement arrivé au Congo comme représentant de l'Organisation mondiale de

pour laquelle le pays est en train de marquer les pas en avant; l'appui dans la gestion des médicaments et la lutte contre les médicaments de qualités inférieures et falsifiés (faux médicaments) ainsi qu' en matière d'amélioration de la qualité des services de laboratoire en vue de l'accréditation dans la région africaine; l'assistance dans l'accréditation et la gouvernance



Le nouveau représentant de l'OMS réaffirmant le soutien de cette institution au Congo

la santé (OMS), il était de bon aloi que le Dr Lucien Manga se fasse une idée de la situation sanitaire du pays, des politiques et stratégies adoptées en la matière.

Une séance de travail l'a ainsi conduit au ministère de la Santé et de la population. Les attentes du Congo vis-à-vis de l'OMS ont été évoquées, les dispositions contenues dans l'accord de siège avec l'agence onusienne également. Le Congo attend donc d'elle, entre autres, un accompagnement dans la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire 2018-2022, dans le renforcement de la sécurité sanitaire, la lutte contre les épidémies qui semblent, d'ailleurs, se multiplier dans la sous-région; la lutte contre la drépanocytose, ainsi que tant d'autres urgences de santé publique. La formation in situ des ressources humaines en santé tout comme le renforcement des capacités de recherche et de formation à l'Université Marien-Ngouabi ne sont pas mis en marge.

L'appui dans le processus de mise en place de l'assurance maladie universelle

des structures sanitaires allongent la liste des attentes du Congo à l'égard de l'OMS. « Nous avons fait le tour de la situation sanitaire du Congo. Il faut reconnaître que le gouvernement fait beaucoup d'efforts pour offrir les services de santé de qualité à la population. Nous allons accompagner le gouvernement, dans la mesure du possible, notamment dans la mise en œuvre du Plan national de développement sanitaire. Notre engagement sera total », a assuré le nouveau représentant de l'OMS.

Le Dr Lucien Manga est diplômé en entomologie médicale et en parasitologie. Recruté au bureau régional de l'OMS-Afrique depuis vingt-deux ans, il a assumé plusieurs responsabilités dans la lutte contre les maladies dont le paludisme sur lequel il a fait plusieurs travaux de recherche, dans la gestion de l'environnement et les urgences de santé publique. Avant de venir au Congo, le Dr Lucien Manga est passé par le Mali, en qualité de représentant de l'OMS.

Rominique Makaya



PROMO

RÉGULARISATION DES BRANCHEMENTS ILLÉGAUX

Payez

50 000 F CFA / 65 000 F CFA

en une fois / en deux fois

Au lieu de

~~156.200 F CFA~~

Faites comme nous

DEVENEZ CLIENT LÉGAL LCDE

Rendez-vous dans nos agences ou points de vente les plus proches

PROMOTION VALABLE DU 15 MARS AU 15 MAI 2019

Passé ce délai, tout propriétaire d'un branchement illégal fera l'objet de poursuites.

STOP

AUX BRANCHEMENTS ILLÉGAUX

OUENZÉ/QUARTIER 58

Deux cent jeunes filles-mères seront formées en coupe et couture

La Fondation Ninon-Gouamba a officiellement lancé le projet, le 20 mars à Brazzaville, au quartier Mikalou, en présence des intéressées. La première vague, constituée de soixante-quinze jeunes mamans, démarre au mois d'avril.

La formation se tient dans le cadre du programme "Sunga jeune", aide la jeunesse, en français, initié par la fondation que dirige Ninon Pachel Gouamba.

Elle est destinée exclusivement aux jeunes filles-mères, vivant en couple ou non, âgées de 17 à 26 ans, ayant abandonné les études et habitant les quartiers 58 et 58 bis Ouenzé (cinquième arrondissement), notamment la boucle allant du marché Moukondo au pont de Mikalou, en passant par Texaco-la-Tsiémé.

La formation est planifiée par la fondation et s'étale sur trois ans. Les enseignements seront dispensés par vague.

La première démarre le 1^{er} avril, avec soixante-quinze apprenantes. Trois centres où se dérouleront les enseignements sont déjà prêts, l'un dans la rue Moussakanda, à Mikalou, et deux autres à Taxaco et dans



Ninon Gouamba s'adressant aux jeunes filles-mères, le 20 mars/Adiac

la rue Balloyi, à Ouenzé.

Pendant une année, ces jeunes filles, dont certaines sont mères de quatre enfants, vont apprendre des enseignements théoriques et pratiques approfondis en coupe-couture, dispensés par des professionnels en la matière. Elles apprendront toutes les techniques de

la couture moderne et aussi la broderie. Ces apprenantes ne verseront aucun franc blanc en contrepartie, car toute la logistique est entièrement financée par la fondation.

Les autres groupes prendront la relève après la première promotion. A la fin, les lauréates bénéficieront des kits

complets, pouvant leur donner l'occasion d'ouvrir leurs propres ateliers. Certaines d'entre elles seront employées dans des ateliers de couture de la place.

« Nous venons de lancer le projet de la formation de l'accompagnement des jeunes filles-mères en

coupe-couture des quartiers 58 et 58 bis. Nous les avons entretenues aujourd'hui, la semaine prochaine, les équipes les rencontreront pour les entretiens pour que, courant avril, la première promotion puisse démarrer. La condition principale, c'est d'être âgée de 17 à 26 ans », a expliqué le président de la fondation, Ninon Pachel Gouamba.

En initiant ce projet, a-t-il ajouté, l'objectif est de donner à ces jeunes filles désœuvrées et mères d'enfants, un métier qualifiant, qui leur permettra de se prendre en charge et se détourner du phénomène "Hudjana", une forme de prostitution pratiquée ces derniers temps par des mineures à charge. D'autres modules de formation sont prévus au profit des jeunes garçons sans qualification, dans l'objectif de garantir leur insertion sociale. La Fondation Ninon-Gouamba est créée en 2011. Elle a pour objet de soutenir l'action d'intérêt général dans le domaine de la santé, l'éducation, le sport et la lutte contre la pauvreté.

Firmin Oyé



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 25 FEVRIER 2019

Inaugurée sur le tronçon Pointe-Noire Dolisie le 22 décembre 2011 et ouverte dans sa totalité Brazzaville Pointe-Noire le 01 mars 2016, La Route Nationale 1 (RN 1), c'est 535 kms de route, 36 ponts enjambant la forêt du Mayombe, flirtant avec le Niari, taquinant la Bouenza, chatouillant la Lékoumou, pour venir se jeter dans les bras du Pool. Cette route est un corridor indispensable, moderne et sécurisé, qui obéit à la stratégie d'aménagement du territoire, de développement économique et humain du Congo.

Depuis son ouverture, elle favorise les conditions de libre circulation des biens et des personnes et facilite l'accès aux zones urbaines, à des populations jusqu'ici isolées. Elle revigore aussi l'exploitation agricole et forestière des départements qu'elle dessert, en permettant l'acheminement des récoltes et des produits vers les zones de consommation. Enfin, elle permet de développer le tourisme, et favorise les voyages d'agrément.

Afin de pérenniser la qualité de ce patrimoine et de renforcer ses infrastructures, la gestion de la RN 1 a été confiée à une société congolaise privée : La Congolaise des Routes SA (L.C.R).

Ainsi, dans le cadre de la concession qui lui a été octroyée pour une durée de 30 ans, la LCR aura 3 objectifs principaux : entretenir ses infrastructures, développer la sécurité et proposer des services aux usagers.

Entretenir, c'est procéder aux opérations d'entretien courant comme le nettoyage, la réparation des nids de poule, des panneaux de signalisation, le curage des systèmes d'assainissement, mais c'est également des opérations d'entretien lourd comme la réfection des chaussées, la maintenance des ponts et des bâtiments. Dans ce cadre, nous appliquerons la législation applicable dans la zone CEMAC relative aux charges par essieux. C'est-à-dire que les poids lourds en surcharge ne seront désormais plus

autorisés à circuler sur cette route. Ceci, pour des raisons de sécurité et pour pérenniser l'infrastructure.

Développer la sécurité, c'est communiquer sur les dangers de la route et mettre en place des systèmes de sécurité préventifs et efficaces. C'est pourquoi un centre d'appel innovant (Joignable par tous les moyens : téléphone, Internet, courrier), sera mis à la disposition des usagers pour leur porter assistance. Des agents professionnels seront à leur écoute 24h/24 et 7j/7 et coordonnerons les solutions adéquates à leurs besoins (dépanneuses, pompiers, ambulances, patrouilleurs de route, forces de l'ordre). Proposer des services aux usagers, c'est (à court et moyen terme), mettre en place des moyens de paiement par Mobile (Mobile Money) augmenter le nombre de stations-services, mettre à disposition des restaurants, boutiques, aires de stationnement, aires de repos, aires de services, de dépannage et d'assistance.

L'ensemble de ces services seront financés grâce aux revenus des péages, qui seront mis en service progressivement.

Les tarifs des péages sont fixés par décret présidentiel en fonction de catégorie de véhicule et de leur impact sur la chaussée.

Ensemble, nous préserverons notre route et protégerons notre avenir.

La Congolaise des routes vous souhaite la bienvenue sur son réseau et une très bonne route.

Beto kenguedila n'zila ya beto samu na mbassi

Préservons notre route, pour protéger notre avenir

SANTÉ PUBLIQUE

Les spécialistes en communication éduqués sur les outils du management associatif

Un atelier a regroupé, du 20 au 21 mars à Brazzaville, les membres du Réseau congolais des journalistes spécialistes en communication sanitaire (Rescos) et de l'Alliance du secteur privé de santé (ASPS), afin de leur permettre d'assimiler les différentes étapes de fonctionnement d'une association.



Les spécialistes en communication sanitaire en travaux de groupe / Adiac

Les enseignements de la première journée ont porté sur l'organigramme d'une association, le fonctionnement, profil des membres, l'analyse en équipe, la vision, les missions, valeurs de l'association, la gestion, etc.

La facilitatrice de la formation, Bethy Ndandani Kinsiona, a insisté sur la compétence des membres afin de bien diriger une organisation. Selon elle, les membres de l'association doivent travailler en équipe, avoir la maîtrise des statuts et du règlement intérieur et véhiculer le même message à la population.

Elle a, par ailleurs, souligné que développer une organisation implique une réelle prise de conscience de chaque intervenant afin d'avoir une bonne analyse des forces, faiblesses, opportunités et des risques de l'association.

À cet effet, les apprenants ont été en atelier sur l'identification des attentes de leur organisation, des forces, faiblesses, opportunités et menaces de l'organisation. Notons que cette formation a été organisée avec l'appui de la Banque mondiale. Les travaux ont été ouverts par l'inspecteur général de la santé, le Pr Richard Bileckot, en présence de la présidente du Rescos, Gertrude Goma Bayi. Cette dernière a expliqué que l'appui de la Banque mondiale aux différentes initiatives du réseau vise à permettre à la presse congolaise de jouer un rôle important dans la diffusion des informations de qualité pour

promouvoir la santé publique, en améliorant l'offre de soins et de services de santé.

Le réseau, a-t-elle poursuivi, envisage dans son plan d'action d'élaborer un plan de mobilisation des ressources communicationnelles. Il prévoit également de mettre en œuvre le plan de travail annuel et de lancer le site internet ainsi que des pages via les réseaux sociaux pour diffuser gratuitement les informations. Le Rescos a été créé le 30 juin 2018, en vue de permettre à ses membres de mutualiser leurs atouts pour la production de programme de santé de qualité.

Lydie Gisèle Oko

CAMEROUN

Washington favorable à un forum international sur la crise anglophone

L'idée a été émise par le sous-secrétaire d'Etat américain adjoint aux Affaires africaines, Tibor Nagy, en visite dans le pays, afin de trouver une sortie de crise au conflit qui secoue les régions du nord-ouest et du sud-ouest, depuis fin 2016.

Les Etats-Unis envisagent d'organiser un forum international pour une sortie de crise dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun, théâtres d'affrontements quasi-quotidiens entre l'armée et certains séparatistes.

Le dialogue national doit être «ouvert et illimité pour trouver une solution (...)», a indiqué Tibor Nagy, lors d'une conférence téléphonique depuis Johannesburg, en Afrique du sud, ajoutant «Nous devons donc nous concentrer sur cela et peut-être amener la discussion dans un forum international».

Le gouvernement américain est «extrêmement préoccupé» par la gravité de cette crise, a-t-il fait savoir. «Chaque jour, des gens meurent. Chaque jour, des gens souffrent. Quand il y a une crise nationale comme celle-là, il n'est pas toujours positif d'arrêter des membres de l'opposition», a-t-il déploré. «Une conférence de haut niveau permettant à toutes les parties de dialoguer serait une bonne idée», avait-il déclaré sur une radio internationale française. Le Cameroun fait face à plusieurs foyers de tensions, dans le septentrion, à sa frontière orientale et dans les régions anglophones. Son armée est en alerte.

Dans son discours à la nation, du 31 décembre 2018, le président Paul Biya faisait de la sécurité l'une des priorités de l'année en 2019, «condition sine qua non de la paix civile et du progrès économique et social».

Dans ce contexte, une réunion d'évaluation à huis clos de la situation sécuritaire a eu lieu à Yaoundé, la capitale, avec les spécialistes des questions de sécurité, suivie par le premier Salon international sur la sécurité et la sûreté en Afrique centrale, sur le thème «Sécurité et défense au service du développement».

Noël Ndong



MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

PROJET LISUNGI-SYSTEME DE FILETS SOCIAUX

UNITE DE GESTION DU PROJET

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N°002-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-19

« RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN INFORMATICIEN GEOMATICIEN CHARGE DU REGISTRE SOCIAL UNIQUE (RSU) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour financer le coût du programme LISUNGI-Système de filets sociaux. Le projet Lisungi à l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un informaticien géomaticien chargé du Registre Social Unique (RSU) ».

2. Sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Gestion du Projet et la responsabilité directe du Coordonnateur de la Cellule Technique de Gestion du RSU, l'informaticien géomaticien aura pour mission principale de développer le module de gestion cartographique du Registre Social Unique. De manière spécifique, sa mission consiste à (i) superviser les missions et les travaux géomaticiens du Laboratoire Population Environnement et Développement (LPED) de l'Université d'Aix Marseille; (ii) produire des données cartographiques numériques et statistiques associées à partir des données d'enquête socio-démographiques; (iii) développer des outils d'analyse et des données cartographiques à partir des données des ménages et des cartes sociales; (iv) développer la plateforme WEB de gestion et d'accès aux données cartographiques; (v) renforcer les capacités techniques des parties prenantes sur la cartographie WEB.

3. L'informaticien géomaticien sera recruté pour une durée d'une (01) année renouvelable, sous réserve de l'évaluation semestrielle et annuelle satisfaisante de ses performances et ce jusqu'à la fin du projet, après une période probatoire de six (6) mois au cours de la première année.

4. L'informaticien géomaticien travaillera à Brazzaville, au siège du projet Lisungi.

5. Pour conduire cette mission, l'informaticien géomaticien devra :

- Avoir une connaissance approfondie en cartographie interactive et la maîtrise de Scalable Vector Graphics (SVG);
- Maîtriser les langages suivants : PHP, Java Script, Ajax, JQuery, SVG, SQL;
- Avoir une bonne connaissance des systèmes de gestion de bases de données (Access, SQL Serveur, Oracle, Excel, MySQL);

- Avoir développé au moins cinq (5) applications WEB dont au moins un en lien avec les alertes via SMS;

- Justifier d'au moins une expérience de 05 ans dans l'administration des systèmes d'information et développement des applications WEB;

- Etre titulaire d'un Bac + 2 au moins en développement WEB ou administration système.

6. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à la sélection fondée sur les Qualifications des Consultants (QC) des « Directives, sélection et emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale, dans le cadre des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'AID », édition octobre 2011, version révisée de juillet 2014.

7. Les dossiers de candidature (lettre de motivation adressée au coordonnateur du projet Lisungi-Système de Filets Sociaux, curriculum vitae détaillé comportant des informations démontrant que le candidat possède les qualifications, copie du diplôme, copies des attestations ou certificats de travail) sont à déposer au plus tard le 05 avril 2019 à 13H00 aux adresses ci-dessous, sous plis fermé et portant la mention « Avis d'appel à candidature n°002-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-19, relatif au recrutement d'un informaticien géomaticien chargé du Registre Social Unique »; « A n'ouvrir uniquement qu'en séance d'analyse des dossiers de candidatures ».

8. Les renseignements complémentaires relatifs à cet avis pourront être obtenus au siège du Projet LISUNGI-Système de Filets Sociaux, sis ancien siège du PARSEGD, Forêt de la Patte d'oie, derrière le Tennis club, Route de l'aéroport, Brazzaville (République du Congo). Tél : 00242 06 664 49 19 / 00242 05 526 52 96; E-mail : lisungiprojet@gmail.com.

Fait à Brazzaville, le 20 mars 2019

Le Coordonnateur

Alfred Constant KIAKOUAMA

LIVRE PARIS 2019

Itoua Ndinga justifie l'absence de la plate-forme des bâtisseurs congolais

Un mois avant le rendez-vous littéraire parisien, l'écrivain congolais s'était organisé pour venir en collectif participer à l'événement. A défaut d'une délégation, il est venu seul. Aux Dépêches de Brazzaville, il donne les raisons de ce ratage.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Comment avez-vous vécu la trente-neuvième édition du salon Livre Paris ?

Itoua Ndinga (I.N.) : D'emblée, j'exprime une réelle satisfaction de voir le Congo à nouveau représenté après deux ans d'absence. Mes homologues et moi-même avions prévu une autre forme de participation mais la logistique n'a pas suivi. L'objectif d'assurer le rayonnement de nos auteurs à l'international a été assuré autrement par l'Espace Po na Ekolo. Certes, le stand était à l'étroit. J'ai eu l'impression que les 342 000 km² de l'étendue du Congo étaient comprimés dans 9m². Mais ce n'est pas parce qu'on est dans un grand espace qu'on



Itoua Ndinga au Stand Po na Ekolo à Livre Paris 2019, à l'issue de la présentation des ouvrages des membres de la plate-forme Les Bâtisseurs

est aussi grand intellectuellement. La célèbre édition « Présence Africaine » et la Guinée, pays organisateur de « 72 heures du livre », disposaient d'une superficie équivalente. Ce n'est donc pas un critère. A ce salon, on peut se trouver dans un endroit

exigu et être culturellement grand. C'est un des enseignements à tirer après notre participation.

L.D.B. : Quelles sont vos autres raisons de satisfaction ?

I.N. : Livre Paris s'inscrit

dans le registre d'un lieu où dialoguent les cultures de l'universel. Il constitue une vaste foire où convergent toutes les civilisations de l'humanité. L'Afrique francophone trouve ici un miroir dans lequel chaque pays, chaque peuple, chaque continent se mire intellectuellement. Au vu de son affluence et de la participation des auteurs et des éditeurs, j'ajouterai que c'est aussi un lieu d'exposition et d'explosion, le lieu du paraître, du pouvoir, du savoir-faire et du faire savoir. Enfin, le salon du livre devient un festival où l'on vient fêter les mots.

L.D.B. : Qu'avez-vous particulièrement apprécié durant les quatre jours du salon Livre Paris ?

I.N. : Au nom de la plate-forme des bâtisseurs désireux de sortir de la torpeur nos sublimes lettres congolaises, nous étions présents avec les écrivains Huppert Malanda et Raymond Loko.

Nous avons parlé des ouvrages des auteurs membres de la plate-forme absents au salon. Par exemple, «Un bébé pas comme les autres» de Pierre Tsemou, «Moi aussi je parlerai dans un film» de Huguette Nganga Massanga, «Ce foutoir est pourtant mon pays» d'Alphonse Nkala, «Sous le charme des courtisanes» de Sokate Mavouba, et enfin, «Discours sur un Congo en chantier» de Jean Jacques Bouya.

L.D.B. : Pouvez-vous nous parler de l'ouvrage de Jean Jacques Bouya ?

I.N. : C'est un essai sur l'urbanisation, structuré à la base d'une compilation de discours nourris de citations et émaillés de références historiques sur les travaux réalisés depuis le retour du président Denis Sassou N'Guesso à la tête de l'État. En tant que critique littéraire, je conseille de le lire absolument.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

**AFRICA
CEO
FORUM**

Shaping the future of Africa

7^e édition
KIGALI
25 & 26 mars 2019

www.theafricaceoforum.com

[f](#) [in](#) [t](#)

Le rendez-vous international de référence des décideurs du secteur privé africain

CO-HOST

IFC International Finance Corporation
WORLD BANK GROUP
Creating Markets, Creating Opportunities

ORGANIZERS

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP **rainbow unlimited**

DIAMOND

glo **BOLLORE** **AFRIQUE** **Orange**
Transport & Logistics Africa Free Zones Authority Canal Bank

KCB **MCB** **MAITRENAISSANCE AFRICA**
m sc **OCP**

INSTITUTIONAL PARTNERS

AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP **EUROPEAN INVESTMENT BANK** **MIGA**
GROUP OF 24 AFRICAN DEVELOPMENT BANKS OF DEVELOPMENT

AWARDS **MAZARS** GALA DINNER **ARISE**

GOLD

afribank **aktij bank** **BUA** **GE**
BANK OF KIGALI **EB** **CASABLANCA FINANCE CITY** **JESA**
القابضة المالية الكازايفينسيتي EKO ATLANTIC

PARTNERS

AFRICA50 **AMETHIS** **BCG** **BOSTON CONSULTING GROUP**
BRVM **edmond de rotterdam** **Deloitte**
ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD **cfao** **KPMG**
masen **Equally** **Olam**
RDB **INDONESIA DEVELOPMENT BOARD** **Safaricom**
SOFIBANQUE **UBA** **UBA**

NATIONAL OFFICIAL CARRIER **RwandAir** INTERNATIONAL OFFICIAL CARRIER **brussels airlines**

MEDIA PARTNERS

ffl **24** **CANAL+** **CMBG AFRICA**
CW **Nation Media Group** **jeuneafrique**
THE AFRICA REPORT **LIVE THE STORY**

RECRUESCENCE DES IDÉOLOGIES RACISTES

L'ONU encourage les gouvernants à mettre sur pied des stratégies efficaces

L'exhortation a été faite à l'occasion de la commémoration, le 21 mars, de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

La journée commémorative, fondée sur la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, du 15 janvier 2019, sur l'élimination totale du racisme, a pour objectif principal d'encourager les gouvernants à mettre sur pied une politique efficace, capable d'atténuer et contrer la montée du fléau au niveau mondial.

Selon les Nations unies, les mouvements racistes et extrémistes fondés sur des idéologies alimentent le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance dans les pays. Ils visent souvent des migrants et des réfugiés, ainsi que des personnes d'ascendance africaine. C'est ce qui justifie la position de l'Assemblée générale des Nations unies, qui réaffirme, dans sa résolution du 15 janvier 2019,

que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Et, ils ont la capacité de participer, de manière constructive, au développement et au bien-être de leurs sociétés.

« *Toute doctrine de supériorité raciale est scientifiquement fautive, moralement condamnable, socialement injuste, dangereuse et doit être rejetée, à l'instar des théories qui prétendent poser l'existence de races humaines distinctes* », souligne l'ONU, en déplorant la menace que le populisme nationaliste fait peser sur les principes fondamentaux de non-discrimination et d'égalité des droits de l'homme.

Condamner l'intensification des idéologies racistes

Intervenant en sa qualité de rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance, Tendayi Achiume a reconnu que le racisme

constitue une menace inquiétante pour l'égalité raciale, encourage la discrimination, l'intolérance et la création d'institutions et de structures qui perpétuent l'exclusion raciale.

« *Il est temps de freiner ce genre de mouvements qui favorisent les pratiques et politiques exclusives ou répressives portant atteinte aux individus ou groupes sur la base de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur origine nationale ou de leur religion, ou d'autres catégories sociales apparentées* », a-t-elle ajouté. Elle a conclu que les gouvernants doivent mettre en place des stratégies, afin de contrer les actions qui, à travers l'utilisation de la technologie numérique, alimentent les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie. Car, l'obligation incombe aux États, notamment en vertu de la législation sur les droits de l'homme.

Rock Ngassakys

ETATS-UNIS

Des restrictions de visas imposées à la CPI

Washington soupçonne les enquêteurs de la juridiction internationale de renseigner sur des militaires américains, notamment en Afghanistan.

« *J'annonce aujourd'hui une politique de restrictions de visas américains contre les personnes directement responsables pour toute enquête de la CPI contre des militaires américains* », a déclaré le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, devant la presse. « *Cela inclut des personnes qui prennent ou ont pris des mesures pour demander ou mettre en œuvre une telle enquête* », a-t-il ajouté. Des interdictions de visa avaient déjà été prononcées, sans en dévoiler le nombre ni les cibles, mais ces mesures punitives semblent pouvoir concerner notamment Fatou Bensouda, la procureure de la Cour pénale internationale (CPI).

En novembre 2017, elle avait indiqué qu'elle allait demander aux juges l'autorisation d'ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés commis dans le cadre du conflit afghan, notamment

par l'armée américaine. Les États-Unis s'étaient insurgés contre cette juridiction internationale chargée de juger les crimes de guerre et contre l'humanité, dont ils ne sont pas membres. En conséquence, Washington avait menacé, en septembre 2018, ses juges ou procureurs de sanctions s'ils s'en prenaient à des Américains ou à Israël. Or, cette demande d'enquête est toujours en cours, déplore Mike Pompeo.

« *Si vous êtes responsable de l'enquête envisagée par la CPI sur des militaires américains en lien avec la situation en Afghanistan, vous ne devez pas vous attendre à avoir encore ou pouvoir obtenir un visa ni à être autorisé à entrer aux États-Unis* », a-t-il soutenu. La CPI « *continuera à faire son travail indépendamment, sans se laisser décourager, en accord avec son mandat* », a réagi l'institution judiciaire dans un communiqué. Le secrétaire d'Etat américain menace de prendre « *des mesures supplémentaires, y compris des sanctions économiques, si la CPI ne change pas d'attitude* ». Rappelons que la CPI est ré-

gie par le Statut de Rome, un traité entré en vigueur le 1er juillet 2002 et ratifié depuis par cent vingt-trois pays. Son procureur peut déclencher ses propres enquêtes sans permission des juges à condition qu'elles impliquent au moins un pays membre - c'est le cas de l'Afghanistan. Les États-Unis ont refusé d'y adhérer et ont tout fait, notamment par des accords bilatéraux avec de nombreux pays, pour éviter que des Américains puissent être visés par ses enquêtes.

Élue sur le slogan « *American first* (l'Amérique d'abord) », l'administration de Donald Trump a poussé à l'extrême la défiance à l'égard de plusieurs institutions multilatérales, et érigé la CPI en symbole d'un ordre mondial qu'elle souhaite chambouler. « *Nous n'allons pas coopérer avec la CPI, nous n'allons pas lui fournir d'assistance, nous n'allons pas adhérer à la CPI. Nous allons laisser la CPI mourir de sa belle mort* » car « *pour nous, la CPI est déjà morte* », avait lancé, en septembre 2018, le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, John Bolton.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

Les groupes armés et l'exécutif s'accordent pour un gouvernement d'union nationale

Les autorités et les quatorze groupes rebelles signataires de l'accord de paix en Centrafrique se sont mis d'accord, le 20 mars à Addis-Abeba, en Ethiopie, sur un gouvernement inclusif pouvant mettre fin provisoirement à une querelle naissante.

L'accord trouvé maintient le Premier ministre en place, Firmin Ngebrada, et garantit l'entrée au gouvernement des quatorze groupes rebelles à qui seraient assurés des ministères régionaux. Peu avant, ces groupes critiquaient une équipe pas assez « inclusive ». Onze d'entre eux avaient même demandé la démission du Premier ministre. Finalement, les différends sont aplanis pour le moment. Pour l'heure, Firmin Ngebrada reste à son poste de chef de gouvernement. Les parties se sont mises d'accord sur un remaniement ministériel qui devrait avoir lieu dans les prochains jours.

Le porte-parole des quatorze groupes armés a affirmé qu'ils laissent ainsi une « petite chance » au Premier ministre et au président de la République, Faustin-Archange Touadéra. « *Tout le monde doit prendre ses responsabilités* », a indiqué Arnel Mingatouloum-Sayo.

La délégation des groupes armés et du gouvernement, qui s'était déplacée à Addis-Abeba, au siège de l'Union africaine, s'attelle désormais à finaliser la formation d'un exécutif d'union nationale qui devrait aussi intégrer des représentants des partis politiques et de la société civile. « *Je crois que dans les jours qui suivent, un nouveau gouvernement inclusif sera présenté au peuple centrafricain au nom de la paix, la réconciliation, la concorde nationale retrouvées* », a estimé Béranger Ludovic Igor Lamaka, porte-parole anti-balaka.

Le commissaire paix et sécurité de l'UA, Smail Chergui, voit de bons augures, notamment concernant les barrages routiers dans le pays. « *Je crois qu'aujourd'hui, ceux qui existaient sur la route venant du Cameroun vers la capitale ont été levés. Je crois que c'est déjà un signe positif* », a-t-il assuré.

Les prochaines étapes restent la mise en place du comité de suivi au niveau national de l'accord de Khartoum et la création des patrouilles armées mixtes. Le mois prochain, à Bangui, les acteurs de la crise centrafricaine se retrouveront pour faire le point sur les avancées de cet accord.

Yvette Reine Nzaba

BÉNIN

L'Osfaco abrite un séminaire sur le rôle des images satellites

L'Observatoire spatiale des forêts d'Afrique centrale et de l'ouest (Osfaco) a réuni des scientifiques, experts, chercheurs, enseignants, cadres des services techniques des institutions publiques et acteurs d'ONG à une conférence internationale sur le rôle des données satellitaires dans la gestion durable des territoires sur le continent.

Le colloque vise à repositionner les images satellites comme socle de gestion des ressources naturelles et territoires. Une douzaine de pays africains et la France ont échangé et harmonisé leurs connaissances en la matière.

Les participants ont voulu montrer le rôle prépondérant que jouent les images satellites dans la gestion des territoires, l'espace géographique occupé par les hommes et leurs réalités politiques, économiques, sociales et culturelles.

Il s'agit d'une vue synoptique de l'état (passé et présent) de tout territoire avec l'empreinte spatiale imprimée par l'Homme, principal agent transformateur de l'espace. Tout l'intérêt des images pourra ainsi s'étaler depuis la simple vision jusqu'à leurs analyses à diverses fins.

Les résultats scientifiques qui résultent de ces exercices alimentent des aides à la décision aux fins d'une gestion durable des terri-

toires.

Des communications sur la nouvelle infrastructure de données géographiques du Bénin, les résultats des projets de recherche mis en œuvre dans les huit pays bénéficiaires du projet Osfaco, des résultats d'initiatives ou projets pertinents utilisant l'imagerie satellitaire pour la gestion durable des ressources naturelles ont été à l'ordre du jour.

Pour le directeur général des Eaux, forêts et chasse du Bénin, les données satellitaires d'observation de la terre s'avèrent comme une des sources majeures de données de qualité, actualisées, reconnues et accessibles très utiles dans la recherche d'approches de solution. Procédant à l'ouverture des travaux, le représentant du ministre du Cadre de vie et du développement durable a reconnu le rôle des technologies d'observation de la terre dans la modernisation des dispositifs nationaux de suivi et l'amélioration des capacités des pays à mesurer efficacement tous les indicateurs de développement durable.

Il a, par ailleurs, évoqué la nécessité d'œuvrer à la démocratisation des données satellitaires et l'amélioration des connaissances sur les dynamiques d'occupation du sol et les changements d'usage des terres.

N.Nd.



AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT LOCAL

**Réf: CG-DELEG CRF-2019-ENTRETIEN & VE-
Appel d'offres N° AO/04/CG/2019**

Dans le cadre de ses activités humanitaires au Congo., la Croix-Rouge Française souhaite acheter les biens décrits ci-dessous :

Fournitures de produits d'hygiène, d'entretien, de réception et équipements divers

Nous invitons les entreprises souhaitant soumissionner au lot à venir retirer un dossier à la Croix-Rouge Française avant le 10/04/2019 à 15 heures précises à l'adresse suivante :

Croix-Rouge Française :
290 Ter Batignolles
Contact : Mme Siassia Elvyne
Téléphone : (+242) 05 301 12 73
Ou par courrier électronique
achat-congo.frc@croix-rouge.fr
avec cc log-congo-frc@croix-rouge.fr

La remise des dossiers d'appel d'offre est fixée au 15/04/2019 avant 15 heures précises.



AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT LOCAL

**Réf: CG-DELEG CRF-2019-PAPETERIE-
Appel d'offres N°AO/01/CG/2019**

Dans le cadre de ses activités humanitaires au Congo, la Croix-Rouge Française souhaite acheter les biens décrits ci-dessous :

Fournitures de bureau et de papeterie

Nous invitons les entreprises souhaitant soumissionner au lot à venir retirer un dossier à la Croix-Rouge Française avant le 09/04/2019 à 15 heures précises à l'adresse suivante :

Croix-Rouge Française :
290 Ter Batignolles
Contact : Mme Siassia Elvyne
Téléphone : (+242) 05 301 12 73
Ou par courrier électronique
achat-congo.frc@croix-rouge.fr
avec cc log-congo-frc@croix-rouge.fr

La remise des dossiers d'appel d'offre est fixée au 12/04/2019 avant 15 heures précises.



AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT LOCAL

**Réf: CG-DELEG CRF-2019-QUINCAILLERIE-Appel d'offres
N°AO/02/CG/2019**

Dans le cadre de ses activités humanitaires au Congo., la Croix-Rouge Française souhaite acheter les biens décrits ci-dessous :

Fournitures de produits de quincaillerie et matériaux divers

Nous invitons les entreprises souhaitant soumissionner au lot à venir retirer un dossier à la Croix-Rouge Française avant le 09/04/2019 à 15 heures précises à l'adresse suivante :

Croix-Rouge Française :
290 Ter Batignolles
Contact : Mme Siassia Elvyne
Téléphone : (+242) 05 301 12 73
Ou par courrier électronique
achat-congo.frc@croix-rouge.fr
avec cc log-congo-frc@croix-rouge.fr

La remise des dossiers d'appel d'offre est fixée au 12/04/2019 avant 15 heures précises.



AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT LOCAL

**Réf: CG-DELEG CRF-2019-RESTAURATION-Appel
d'offres N° AO/03/CG/2019**

Dans le cadre de ses activités humanitaires au Congo., la Croix-Rouge Française souhaite acheter les biens décrits ci-dessous :

Prestation de services de restauration

Nous invitons les entreprises souhaitant soumissionner au lot à venir retirer un dossier à la Croix-Rouge Française avant le 09/04/2019 à 15 heures précises à l'adresse suivante :

Croix-Rouge Française :
290 Ter Batignolles
Contact : Mme Siassia Elvyne
Téléphone : (+242) 05 301 12 73
Ou par courrier électronique
achat-congo.frc@croix-rouge.fr
avec cc log-congo-frc@croix-rouge.fr

La remise des dossiers d'appel d'offre est fixée au 12/04/2019 avant 15 heures précises.

INTERVIEW

Antonio Pedro : « Avec une croissance à deux chiffres, l'Afrique pourrait transformer les économies et arriver à l'émergence »

Riche en ressources naturelles, le continent africain qui va compter au moins un milliard d'habitants à l'horizon 2050 mise sur l'agenda 2063 pour sortir de la précarité. Son émergence et son développement passent, entre autres, par l'intégration, la numérisation, le libre-échange et l'amélioration des infrastructures. Dans une interview accordée à la presse, en marge de la cinquante-deuxième session de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) qui se tient à Marrakech, le directeur pour l'Afrique centrale de cette organisation a estimé que tout cela n'est réalisable que si la croissance atteint deux chiffres.

La CEA qui a fêté son soixantième anniversaire en 2018, tient sa cinquante-deuxième session au Maroc. Quelle est la particularité de cet événement en cette période où certaines zones du continent vivent une grave crise économique ?

Antonio Pedro (A.P.) : C'est une conférence qui débat de la problématique budgétaire ; des opportunités qu'offre le commerce aux pays africains pour promouvoir le développement et la croissance inclusive. Ceci dans un domaine où la digitalisation ou l'économie numérique occupe une place importante. Nous sommes ici pour partager des expériences. C'est autant dire que cette conférence est une opportunité de présenter les politiques que nos pays pourront suivre pour leur émergence.

Vous parlez de partage d'expériences. Il est désormais établi que seule la numérisation facilite une bonne collecte des recettes fiscales. Y a-t-il des pays africains qui ont fait des preuves dans ce domaine ?

A.P. : Le Rwanda, par exemple, grâce à la digitalisation, a augmenté le niveau de collecte des ressources à travers la taxation. C'est un processus important qui passe par la simplification des procédures et l'accès au marché. Il y a bien d'autres pays dont le Maroc qui, à travers l'économie numérique,



Le directeur pour l'Afrique centrale de la CEA, Antonio Pedro, en interview avec la presse le 21 mars à MarrakechDR

ont réussi à augmenter la base des contributions et en même temps baisser les taxations.

Il s'agit là d'une opportunité pour diversifier les options permettant à la population de contribuer au développement du pays. Le message clé que nous voulons transmettre est de dire que pour l'agenda 2063, les pays africains doivent augmenter le taux de mobilisation des ressources internes pouvant financer leur développement.

Il faut forcément augmenter la croissance économique qui est actuellement de 3,2%. Avec une croissance à deux chiffres, l'Afrique pourrait transformer les économies et arriver à l'émergence. Les opportunités sont là ; nous avons des ressources et il nous reste à augmenter ou intensifier le commerce intra-africain et régler la problématique

de développement et d'intégration en Afrique.

Les Etats sont-ils disposés à suivre la marche vers le développement en saisissant toutes ces opportunités qui s'offrent à eux ?

A. P. : La diversification des économies est au cœur des politiques des pays. A l'occasion du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, organisé en décembre 2017 à Yaoundé, au Cameroun, le leadership de la sous-région avait souligné l'importance de la diversification économique, tout comme la restauration de la stabilité macroéconomique.

La volonté politique est là, nous travaillons déjà avec le

Tchad, la Guinée équatoriale et le Congo-Brazzaville dans l'élaboration des politiques et des stratégies de diversification économique. C'est déjà un pas très important. La démarche voudrait que la diversification économique et l'industrialisation soient au cœur des politiques de développement de nos pays. Aujourd'hui, la qualité de dialogue entre le secteur public et privé est encore faible. Il faut relever le niveau de ce dialogue ; aborder la problématique de la qualité des infrastructures. Malheureusement, l'Afrique centrale fait partie des pays moins performants en matière d'intégration sous-régionale. Il faut que les pays soient mieux connectés ; que les barrières tarifaires soient levées ; ce qui demande encore des efforts.

Au sujet de l'intégration, l'Afrique du Sud représente à elle seule 25% du commerce intra-africain. Les autres pays semblent traîner le pas. Que faut-il faire pour corriger et améliorer cette situation ?

A.P. : La question doit être examinée plus profondément. Une chose est vraie, la structure productive de l'Afrique du Sud est plus avancée que dans d'autres pays. Le secteur manufacturier sud-africain est plus performant qu'au Tchad ou encore au Congo-Brazzaville, par exemple. Il faut prioriser l'industrialisation pour que les pays africains changent leur structure de production ; le commerce des produits intermédiaires et des produits manufacturiers.

Globalement, la croissance ne répond pas en Afrique,

cependant, ne profite pas à la population qui n'en ressent pas les effets. Comment expliquez-vous une telle situation ?

A.P. : Il faut un peu de patience parce que le vrai problème de nos pays est structurel. Ce problème doit être examiné profondément. Il y a un changement dans la structure de production à opérer. Autrement dit, il y a des investissements à long terme à opérer.

A la CEA, nous avons une position très claire : la région Afrique centrale doit faire une stabilisation macroéconomique. C'est aussi la politique du Fonds monétaire international. En même temps, nous avons dit à tous nos partenaires qu'il faut trouver un espace budgétaire pour des investissements de long terme. C'est à ce niveau qu'il y a une grande différence entre l'Afrique et d'autres parties du monde.

Le taux d'épargne dans les pays occidentaux est très élevé qu'au niveau africain. Il faut changer le comportement de la banque en Afrique où elle est généralement prête à accorder les crédits pour le commerce ; mais quand il s'agit des prêts pour l'industrialisation, c'est toujours un grand problème. Ce qui demande à améliorer le dialogue avec la société civile ; que toute la créativité du secteur informel, des petites et moyennes entreprises, soit mobilisée pour le développement. Je pense qu'avec la cohérence politique et un dialogue approfondi, on peut parvenir à la réalisation de l'agenda 2063. Les médias devraient également jouer un rôle important pour expliquer à la population que le développement prend du temps.

La Rédaction

ZIMBABWE - CONGO

Ça passe ou ça casse pour les Diables rouges

Quelques matches dont l'opposition entre Zimbabwéens et Congolais et celle de la République démocratique du Congo (RDC) au Liberia s'annoncent passionnants, ce week-end, lors de la dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019.

Les deux rencontres ne sont pas les seules qui retiendront l'attention des fans du football africain car, après les qualifications de la Mauritanie, de l'Algérie, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, le Nigeria, l'Ouganda, le Mali et le Madagascar, il y a encore des places à prendre pour compléter le tableau des qualifiés pour la phase finale.

Dans le groupe G du Congo qui reste indécis, toutes les sélections ont leurs chances à condition de gagner la dernière rencontre. Les Diables rouges se déplacent à Harare pour y affronter les Warriors. Derniers de leur groupe avec cinq points, les Congolais n'ont plus de calculs à faire. Ils doivent à tout prix gagner afin de voler la ve-

dette aux Zimbabwéens.

Avant de se déplacer pour Harare, le comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) s'est réuni en session d'urgence et a largement évoqué cette rencontre décisive. Par ailleurs, les membres de la Fécofoot ont assuré que toute la documentation nécessaire exigée pour ce match a été remplie. Ils ont ajouté que les Diables rouges effectueront le déplacement de Zimbabwe avec seize joueurs de la diaspora et sept joueurs locaux. « *Tous les joueurs sont internés à Kintélé et travaillent avec abnégation pour donner la victoire au peuple congolais* », a déclaré Médard Moussoudia, à la sortie de la réunion. Selon lui, Jean Guy Blaise Mayolas (président de la Fécofoot) a donné les instructions fermes pour que les personnes concernées par cette rencontre travaillent avec abnégation, sincérité et courage afin d'atteindre l'objectif de la qualification.

Ces simples mots ne suffisent pas. Les joueurs doivent mouiller le maillot pour offrir de la joie au public. Les

Diables rouges, rappelons-le, privés de leur meilleur buteur, Thiévy Bifouma, doivent compter sur le reste du groupe pour réaliser le coup parfait. Le Congo l'a déjà fait par le passé. C'était également à Harare quand les Diables rouges avaient arraché leur qualification pour la phase finale de la CAN 1992 qui s'était disputée au Sénégal. Le Congo avait tenu en échec le Zimbabwe 2-2. À l'époque, le nul était suffisant. Mais aujourd'hui, il faut faire mieux pour aller en Égypte grâce notamment à la règle de la confrontation directe. Rappelons qu'au match aller disputé à Brazzaville, le Zimbabwe avait tenu en échec le Congo 1-1 avec une possession de balles largement en sa faveur. La réalité d'hier n'étant pas celle d'aujourd'hui, espérons que les ambassadeurs congolais jouent avec leur cœur pour inverser la tendance. L'autre match du groupe mettra aux prises à Kinshasa les Léopards de la RDC aux Lones stars du Liberia qui a progressivement remonté la pente avant de chiper la deuxième place du groupe à son adversaire. À Kinshasa, les Léopards n'ont plus le choix.

Ils doivent à tout prix l'emporter pour valider leur présence parmi les vingt-quatre qualifiés.

Outre le groupe G, le match Cameroun-Comores retiendra aussi l'attention du public. Le Cameroun qui s'est vu retirer l'organisation de la CAN doit gagner les Comores pour valider sa qualification sur le terrain. Les Panthères du Gabon, troisièmes du groupe C, joueront leur qualification devant le Burundi. Une victoire à Bujumbura leur est suffisante alors que les Burundais ont besoin d'un match nul pour se qualifier. Le match Bénin-Togo est aussi d'un enjeu capital puisqu'il permettra de déterminer le deuxième du groupe D après l'Algérie. Dans le groupe E, le deuxième billet pour la CAN 2019 se jouera entre la Libye et l'Afrique du Sud. Les Sud Africains (neuf points) qui devancent de deux unités leur adversaires doivent éviter la défaite pour valider leur ticket.

Le programme complet des éliminatoires

Le 22 mars

Sierra Leone-Ethiopie (Groupe F)

Malawi-Maroc (Groupe B)
Soudan-Guinée équatoriale (Groupe A)
Nigeria-Seychelles (Groupe E)
Burkina Faso-Mauritanie (Groupe I)
Botswana-Angola (Groupe I)
Tunisie-Eswani (Groupe J)
Algérie-Gambie (Groupe D)

Le 23 mars

Sénégal-Madagascar (Groupe A)
Burundi-Gabon (Groupe C)
Cameroun-Comores (Groupe B)
Guinée Bissau-Mozambique (Groupe K)
Niger-Egypte (Groupe J)
Côte d'Ivoire Rwanda (Groupe H)
Ghana-Kenya (Groupe F)
Zambie-Namibie (Groupe K)
Mali-Soudan du sud (Groupe C)

Le 24 mars

RDC-Liberia (Groupe G)
Zimbabwe-Congo (Groupe G)
Cap vert-Lesotho (Groupe L)
RCA-Guinée (Groupe H)
Bénin-Togo (Groupe D)
Libye-Afrique du sud (Groupe E)
Tanzanie-Ouganda (Groupe L)

James Golden Eloué

DIABLES ROUGES

Fernand Mayembo rejoint les seniors, Makouta rallie les U23



Fernand Mayembo croisera la route, le 24 mars à Harare, de son coéquipier havrais Tino Kadwere (ADIACCD)

CAN 2019 : Fernand Mayembo a rejoint l'équipe

Depuis mercredi soir, Fernand Mayembo est à Brazzaville. L'international congolais a quitté Paris dans la matinée à bord d'un vol Air France.

Rappelons que le défenseur du Havre n'avait pas voyagé avec le reste du groupe lundi : « *Dimanche soir, j'étais au Parc des Princes pour assister au match PSG-OM où mon portefeuille a disparu. Volé ou perdu, je ne sais pas, mais j'avais dedans tous mes documents administratifs, ma carte bancaire... Je n'ai pas pu embarquer lundi, mais je me suis dépêché de faire toutes les formalités pour pouvoir rejoindre l'équipe au plus vite. J'ai même pu, mardi, faire un peu de travail physique* », nous expliquait le natif de Brazzaville avant de monter dans l'avion hier matin.

CAN 2019 U23 : Gaïus Makouta en renfort

Absent lors du match aller à Bujumbura, hier, pour le match aller face au Burundi, Gaïus Makouta a rallié Brazzaville, où il devrait s'entraîner avec les séniors en attendant le retour de l'équipe U23. Le milieu de la réserve de Braga (2e division portugaise) se mettra à la disposition de Jean-Elie Ngoya pour renforcer la sélection dans l'optique du match retour face aux Hirondelles.

Rappelons que les Diablotins ont fait match nul, mercredi, chez les Burundais (0-0) lors du match aller du 2e tour des éliminatoires CAN U23 2019. Le match retour aura lieu le 28 mars à domicile.

Camille Delourme



Projet d'appui à la lutte contre le Paludisme au Congo financé par le Fonds mondial Reference de la subvention : COR-M-CRS Acquisition de service – Transport des MILDA

La République du Congo a obtenu une subvention du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (le « Fonds Mondial » essentiellement focalisée autour d'une distribution de masse de Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA). L'ONG Catholic Relief Service (CRS) a été retenue comme Récipiendaire Principal (PR) pour la mise en œuvre de cette Subvention. CRS a l'intention d'utiliser une partie du montant de cette subvention pour se procurer le service de transport des moustiquaires MILDA.

Catholic Relief Services (CRS)/Congo invite les candidats éligibles et qualifiés à présenter leurs offres sous pli scellé pour le transport des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action MILDA.

Les entreprises ou les personnes intéressées à participer peuvent obtenir une copie électronique du dossier d'appel d'offres en envoyant un courrier électronique à l'adresse suivante : bidroc@crs.org

Les candidats potentiels sont tenus de fournir leurs noms et leurs coordonnées (y compris leurs adresses de courrier électronique) afin qu'ils puissent être informés de toute modification apportée au dossier d'appel d'offres et/ou recevoir des éclaircissements faisant suite à des questions posées par d'autres candidats. Les offres doivent rester valides pour une durée de 90 jours suivant la date limite de soumission des offres.

Les offres doivent être « remises en main propre à l'adresse ci-dessous » au plus tard le 04 AVRIL 2019

à 10 :00 (GMT+ 1) l'heure de clôture de l'appel d'offre. Les enveloppes seront ouvertes le Mardi 09 AVRIL 2019 à 14h00, GMT+ 1) en présence des représentants des candidats qui décideront d'assister à la séance d'ouverture de l'offre publique qui aura lieu à l'adresse ci-dessous.

**Catholic Relief Services (CRS) – Congo
Rue de Duplex, quartier Blanche Gomes,
Derrière l'ambassade des Etats Unis, Centre-Ville, Brazzaville**

Les offres reçues après la date limite seront rejetées.

**Le Directeur Pays a. i
Njara RAKOTONIRINA**



AVIS D'APPEL D'OFFRE N° 2019/GF/002

« RECRUTEMENT DES AGENCES DE PAIEMENT CHARGES D'EFFECTUER DES PAIEMENTS AUX PRESTATAIRES DE SERVICE DANS LES DOUZE DEPARTEMENTS DE LA REPUBLICQUE DU CONGO »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu une allocation financière du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme pour la mise œuvre du Projet d'appui à la lutte antipaludique au Congo. Conformément au plan de mise en œuvre, l'ONG Catholic Relief Service (CRS) en sa qualité de Bénéficiaire Principal se propose d'utiliser une partie de cette allocation, estimé à environ FCFA 6 17 428 751 pour effectuer des paiements directs à plus de 25 953 prestataires de services (Agents de dénombremments, Agents de Distribution, Agents de supervision etc.) dans les douze (12) départements via les agences de paiement.

2. Pour ce faire CRS souhaite sélectionner une ou plusieurs agences de paiement et invite ainsi, par le présent Avis d'Appel d'Offre, les candidats intéressés à devront présenter une offre sous pli fermé cacheté « sélection d'une Agence de Paiement n°2019 /GF/002 », pour un ou plusieurs Lots, suivants les termes de référence. Les capacités techniques d'exécution de la mission ainsi que les coûts unitaires des offres exprimés en pourcentage serviront de base à la sélection des agences de paiement.

L'Appel d'Offre est présenté par Lot comme suit :

- **LOT 1** : Paiement au niveau des Districts Sanitaires (DS) et Centre de Santé Intégré (CSI) des départements de Brazzaville et Pointe-Noire ;
- **LOT 2** : Paiement au niveau des Districts Sanitaires des départements de la Lékoumou, de la Bouenza, du Kouilou, du Niari, du Pool, des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette Ouest, de la Sangha et de la Likouala ;
- **LOT 3** : Paiement au niveau des Centres de Santé Intégré des départements du Kouilou, du Niari, de la Lékoumou, de la Bouenza et du Pool ;
- **LOT 4** : Paiement au niveau des Centres de Santé Intégré (CSI) des départements des Plateaux, de la Cuvette, de la Cuvette Ouest, de la Sangha et de la Likouala.

Le dossier d'Appel d'Offre complet en langue française peut être obtenu en version électronique en faisant la demande par courriel à bidroc@crs.org. Une

version papier (tenant lieu de version officielle faisant foi) sera également remise à ceux qui se présenteront aux bureaux de CRS, sise à Brazzaville, rue de Duplex, quartier Blanche Gomes derrière l'ambassade des Etats Unis, Centre-ville

3. L'offre sous plis scellé distinct et devra comprendre : Une proposition technique et une proposition financière par Lot.

La liste des pièces ci-dessous est requise pour qu'une offre soit admissible :

- Des copies dûment légalisées des documents définissant le statut juridique d'établissement, le lieu d'enregistrement et le siège social ;
- Une attestation de non-liquidation des biens ;
- Des attestations de régularité de la situation fiscale et sociale ;
- La preuve de capacité financière (attestation bancaire certifiée prouvant l'existence de fonds propres ou une ligne de crédit et/ou une caution délivrée par une banque agréée et jugés suffisants, bilans financiers certifiés par le commissaire aux comptes pour les 3 dernières années) ;
- En plus des critères cités ci-dessus, les sous-traitants doivent être en règle vis-à-vis de l'Administration (Certificat d'immatriculation fiscale, Quitus Fiscal et certificat de régularité sociale) ;
- Références de marchés similaires obtenus les deux dernières années appuyées par des attestations de bonne fin et des contacts téléphoniques et adresses emails des personnes ayant suivi ces travaux ;
- Un certificat d'agrément délivré par l'Administration compétente pour la fourniture de services financiers ;
- L'Offre financière doit avoir une validité minimum de 60 jours à dater de la date de clôture de l'avis d'appel d'Offre et exprimée en pourcentage et en hors Taxe (HT).

4. Les Agences de Paiement seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le Manuel de Passation de Marché de CRS. Les soumissionnaires doivent déposer leurs offres au bureau ci-haut cité au plus tard le lundi 25 mars 2019 à 16h00 (GMT+A).

VIE DES PARTIS

L'UDPS gangrenée par des querelles intestines

Les députés provinciaux accusés de s'être laissés corrompre en échange de vote des candidats-sénateurs autres que ceux de leur parti, s'évertuent à prouver leur innocence face à la fronde des combattants décidés à leur faire la peau. Ils en veulent également à leur président délégué, Jean Marc Kabund, accusé d'avoir aligné sur la liste du parti des candidats qui n'en sont pas membres.

Depuis l'élection, le 15 mars, des sénateurs par les Grands électeurs que sont les députés provinciaux, tant à Kinshasa qu'à l'arrière-pays, la paix a quitté les allées de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), empêtrée depuis lors dans des querelles intestines.

Les cadres de ce parti au pouvoir n'arrêtent de se soupçonner et de se tirer dessus. Et pour cause, la direction nationale a pris l'option de débusquer ses députés provinciaux qui ont touché des pots-de-vin pour voter en faveur des candidats sénateurs qui ne sont pas membres de l'UDPS. Des noms sont cités. Le président délégué de cette formation politique, Jean Marc Kabund, avait, il y a quelques temps, affirmé détenir des preuves accablant certains députés provinciaux de l'UDPS corrompus. Parmi eux, Jerry Dikala sur qui pèsent d'énormes soupçons, plaide non coupable. L'incriminé n'a pas eu sa langue



Jean Marc Kabund

dans sa poche, lors d'un point de presse qu'il a animé le 20 mars, à Kinshasa. A son tour, il a mis en cause le président délégué, Jean Marc Kabund, et le député provincial, Peter Kazadi. Si l'UDPS a fait piètre figure aux sénatoriales en alignant notamment aucun sénateur à Kinshasa, Jerry Dikala pointe un doigt accusateur sur ces deux cadres qui auraient placé sur la liste des gens qui n'ont aucun lien avec le parti. « Quand on parle de la corruption, tout

le monde prend ses responsabilités pour ne pas laisser les traces. Vous ne verrez jamais quelqu'un qui va vous brandir une décharge qui reprend le montant perçu pour voter. Le mal est profond. Le mal s'appelle Jean-Marc Kabund. Sendamwana n'est pas de l'UDPS. Moi, j'ai fait vingt-huit ans à l'UDPS. Comment Sendamwana se retrouve-t-il sur la liste de l'UDPS ? Il y a eu beaucoup de choses qui se sont passées pour qu'il se

retrouve sur cette liste. C'est comme ça qu'il y a eu malaise », a soutenu le député Jerry Dikala.

La cohésion au sein du parti écornée

Lui et ses pairs accusés de s'être laissés corrompre s'évertuent à prouver leur innocence face à la fronde des combattants décidés à leur faire la peau. La cohésion au sein du parti a été écornée et son image profondément démolie. Dans la foulée, le député provincial, Peter Kazadi,

qui fut le premier à dénoncer la corruption dans les rangs de l'UDPS lors des sénatoriales, s'est dit en danger eu égard aux menaces dont il est l'objet, depuis quelques temps, de la part des anonymes. « Ils veulent non seulement me liquider politiquement, mais aussi physiquement. Je suis en insécurité parce que j'ai dénoncé. Pourquoi ont-ils attendu autant de jours pour commencer à se justifier plusieurs jours après l'élection et après ma dénonciation », s'est-il interrogé.

Qu'à cela ne tienne. Une chose est vraie, c'est qu'à l'UDPS, la sérénité n'est plus de mise. Devenus la cible des combattants, les députés provinciaux accusés d'avoir perçu de l'argent en échange de vote des candidats autres que ceux de leur parti, sont contraints à la clandestinité, juste pour échapper à la vindicte des militants chauffés à blanc. Toute cette agitation a lieu au moment où le parquet général près la Cour de cassation vient de confirmer le début des auditions sur les allégations de corruption dont font l'objet les députés provinciaux et les sénateurs nouvellement élus. Une équipe des hauts magistrats vient, en effet, d'être déployée en provinces pour superviser l'instruction des faits dénoncés et dont le parquet a été saisi.

Alain Diasso

EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE

Eugène Diomi juge nulles les conditions posées par Thambwe Muamba

S'exprimant brièvement devant la presse, le 21 mars à sa sortie de prison, le président national de la Démocratie chrétienne (DC) a remercié le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, pour sa libération, profitant également de l'occasion pour qualifier de « nulles », les conditions qui lui sont imposées par le ministre en charge de la Justice.

« Ces conditions sont nulles dans la mesure où nous avons un jugement international qui a tranché sur ce dossier », a expliqué Eugène Diomi Ndongala, indiquant que la République démocratique du Congo a été condamnée suite à son incarcération et ce jugement est exécutoire, conformément à l'article 215 de la Constitution. Il dit croire que le chef de l'Etat, garant de la Constitution et des accords internationaux, va faire exécuter ce jugement en sa faveur.

Une reconnaissance particulière à Félix Tshisekedi

Remerciant le président de la République qui a décidé de sa libération, le président de la DC continue d'affirmer que les faits qui ont conduit à son arrestation étaient un montage en vue de nuire à sa personnalité et de l'écartier de la scène politique. Toutefois, il pardonne tous ses adversaires et ceux qui sont à la base de son arrestation, émettant le souhait de voir instaurer au pays un véritable Etat de droit. « Mon souhait est qu'aucun Congolais ne puisse plus



Diomi Ndongala, au sortir de la prison

souffrir ce dont j'ai souffert. Aucun Congolais ne puisse plus être arrêté à cause de ses opinions politiques et qu'on ne laisse pas la sécurité faire des montages », a-t-il insisté.

Franck Diongo solidaire à l'égard d'Eugène Diomi

Libéré lui aussi dans le cadre de la grâce présidentielle, le président national du Mouvement lumumbiste progressiste (MLP), Franck Diongo, s'est dit indi-

gné par les attaques que le ministre Thambwe Muamba a faites à son collègue, Eugène Diomi Ndongala. Pour lui manifester sa solidarité, il est allé, moins d'une semaine après sa propre libération, et un jour avant celle de Diomi, lui rendre visite au Centre hospitalier où il était interné pour cause de maladie. A la presse, Franck Diongo a expliqué que sa visite avait pour but de manifester son mécontentement

face au traitement infligé à son collègue par le ministre de la Justice. « Je suis allé rendre visite à mon frère Diomi pour lui dire que je ne suis pas d'accord avec la manière dont Thambwe Muamba lui a manqué du respect », a expliqué Franck Diongo Shamba.

Le ministre de la Justice, fait-on savoir, avait traité Diomi Ndongala de « délinquant et prédateur sexuel », alors qu'il était attendu de lui, selon les instructions du chef de l'Etat, l'arrêté ministériel portant sa libération conditionnelle et celle de bien d'autres détenus se trouvant dans la même situation.

« Je ne sais pas si Diomi Ndongala est une priorité dans les questions de justice. M. Diomi n'est rien d'autre qu'un délinquant, un prédateur sexuel. Il m'a été demandé de lui accorder une libération conditionnelle. Je suis en train de finaliser l'arrêté. Il aura la libération conditionnelle avec d'autres qui sont dans la même situation », avait affirmé le ministre sur Top Congo.

Parmi les conditions imposées par Alexis Thambwe Muamba, Diomi Ndongala « ne devra pas quitter Kinshasa. Il ne pourra aller à l'aéroport de N'djili ni se retrouver dans un beach. Il devra passer au parquet général de la Gombe tous les lundis ou tous les vendredis et ne pourra pas se retrouver à cinq cents mètres d'une école des jeunes filles ».

Lucien Dianzenza

THÉÂTRE

Le projet Hamlet frabrik continue de faire un tabac

Initié par le Centre dramatique national (CDN) Normandie-Rouen et l'Institut français du Congo (IFC) à Pointe-Noire, en partenariat avec l'espace Yaro, le projet a vraiment marqué les esprits. Ceux qui ont assisté à la restitution de l'atelier de fabrique théâtrale à partir de la pièce «Hamlet» de Shakespeare en parlent toujours et en réclament. Certains souhaitent même une tournée nationale.

Dans le même temps de la réalisation d'Hamlet fabrik, du 21 janvier au 2 mars, sous la direction de David Bobée, directeur du Centre dramatique national de Normandie-Rouen (France), une équipe artistique du CDN de Rouen travaillait sous la conduite d'un metteur en scène du Congo, une transmission croisée de compétences et de vision. Les deux équipes ont présenté le résultat de leurs recherches respectives, ainsi mises en dialogue. Fabienne Bidou, directrice de l'IFC, explique qu'au cours du projet «Hamlet Fabrik», il ne s'est pas agi de livrer une «production» à l'issue de l'atelier mais de vivre l'expérience d'une fabrique théâtrale partagée, de rencontres et d'échanges.

Bien qu'ayant des objectifs expérimentaux et non productifs, dans le double sens de recherche et de temps de vie, le projet a produit un spectacle inédit. Il a mis en confrontation divers parcours d'apprentissage (transmission orale, académisme, art du récit, art de la mise en espace, le cercle, la frontalité). «L'interculturalité a été un point de questionnement et de

rencontre artistique, à partir duquel diverses propositions de jeu ont été explorées et ont irrigué la restitution publique. Cela a été enrichissant de confronter des conditions d'exercice des métiers artistiques et de la liberté de création, les opportunités et parcours de formation, le rapport au temps et à l'urgence, la hiérarchie des priorités de vie, la compréhension du français et l'invisible de cette langue commune», a indiqué Fabienne Bidou.

Hamlet fabrik, un autre théâtre qui accroche

C'est le 2 février dernier que la restitution de l'atelier a eu lieu à l'espace Yaro où se sont aussi déroulées les répétitions qui ont eu beaucoup d'échos. Plus de deux cent cinquante personnes ont assisté au spectacle. Beaucoup n'ont pas pu accéder au site faute de places. Mise en scène par David Bobée, la pièce «Hamlet» a été interprétée par dix-sept comédiens et danseurs, dont quatorze de Pointe-Noire et trois de Brazzaville, avec Stéphane Aubert et Fabe Beurel Bambi à la lumière, Jean-Noël François au son et l'appui de Tamane Goma, Aimée Patricia Mavoungou, Duvallier Loundila de l'espace Yaro et Guy Narcisse de l'IFC.

Les dix-sept artistes ont émerveillé par leur jeu, leur complicité sur scène et leur énergie à tenir en haleine le public pendant les trois heures qu'a duré le spectacle. Même les néophytes n'ont pas vu le temps passé. Tout y était pour plonger les spectateurs dans l'univers d'Hamlet (décor, tenue, lumière, danse, musique, utilisation de l'espace...), un classique de l'his-



Fabienne Bidou, en lunettes, avec les acteurs du projet «Hamlet fabrik» Adiac

toire dramatique européenne, ponctuée de moment de liesse, et dont on a «fait resurgir les résonnances dans la culture congolaise».

La pièce a eu un impact très positif au quartier. Plus d'un mois après, «Hamlet» reste présent dans les conversations, le public a du mal à s'en défaire, il en réclame, déplorant le fait « que le spectacle n'a eu lieu qu'un seul jour ». «Nous en avons parlé aux autres, eux aussi veulent assister au spectacle», confie un habitant de Loandjili ayant assisté à la restitution. «Le lendemain, les enfants ont envahi l'espace pour imiter les comédiens et répéter les paroles de la pièce. Pourtant, ils suivent des spectacles ici, mais Hamlet a été autre chose. Cela a donné un autre aspect au théâtre, un autre théâtre que ce qu'ils ont l'habitude de voir», explique Pierre Claver Mabilia, responsable de l'espace Yaro, qui a aussi pris part au projet.

Cette adaptation d'«Hamlet», menée de main de maître par David Bobée, qui est tombé en

amour avec Pointe-Noire depuis son premier voyage au Congo, il y a huit ans, s'est faite en onze jours. «Monter un spectacle de trois heures en onze jours et garder le public pendant trois heures sans qu'il se lasse, c'est une prouesse», s'est exclamé un amoureux du théâtre. La raison de cette réussite, selon Fabienne Bidou, c'est le fait que le metteur en scène a réussi à amener les comédiens dans l'esprit du projet et les a conduits à s'approprier le spectacle. Elle s'en réjouit : «David éprouve d'autres manières de faire le théâtre: On a quelque peu réinventé ce qu'a fait Shakespeare. C'est bien que cela soit passé à Yaro où l'espace et le décor du site ont été utilisés».

«Une belle expérience à revivre par les artistes»

Les onze jours de travail de la fabrique ont été axés sur les notions de dramaturge, de jeu, du passage du récit à la scène, dans la conscience des choix faits par les artistes, en se laissant imprégner des vibrations et circulations du quartier, dans

un «tiers théâtre» qui porte en lui une puissance scénographique indéniable et précaire». Une belle expérience que les artistes sont prêts à revivre parce que, comme l'a souligné Pierre Claver Mabilia, «C'est du travail qui transforme et permet de dépasser les limites de ce qu'on attend». «La plus belle partie, c'est tout le travail qui a été fait en avant ou amont», a aussi confié Alexandra Guenin, une des actrices du projet qui a réuni des artistes de deux générations (adultes et jeunes) et leur a permis de se connaître, de tisser des liens forts, de créer une complicité entre eux et une famille qu'ils ont baptisée «La bio famille».

Forts de cette expérience et devant la forte demande du public de retrouver «Hamlet», les acteurs se sont dits prêts à remonter sur les planches pour rejouer le spectacle. Une tournée nationale et peut-être à l'étranger serait la bienvenue, cela nécessite beaucoup de soutien et des partenaires.

Notons que les dix-sept comédiens qui ont interprété la pièce Hamlet sont Mouz Ferregane, Alexandra Guenin, Nestor Mabilia, Pierre-Claver Mabilia Harvin Isma Bihari Yengo, Mixiana Livty Laba, Rockaël Mavounia, Orlande Zola, Steven Lohick Ngondo, Hardy Mounoungou, Nicolas Mounbounou, Merveille Toutou, Fred Obongo, Maël Ouemba, Jean Bonheur Makaya, Jules Mvouma-Lebanda. Ceux-ci s'ajoutent à la liste des artistes congolais qui ont déjà travaillé avec David Bobée.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

DROITS HUMAINS

Les gendarmes et policiers sensibilisés aux violences faites aux femmes et jeunes filles

Long Azur Développement et ASI (Action de solidarité internationale) poursuivent la série de sensibilisation aux violences faites aux femmes. À l'occasion du mois dédié à la femme, les deux ONG ont organisé un atelier à Pointe-Noire, en partenariat avec les directions départementales de la Promotion de la femme et de l'Intégration au développement, avec l'appui de l'Union européenne.

La formation entre dans la mise en œuvre du Projet de renforcement de la société civile et des acteurs étatiques pour améliorer le respect des droits des femmes et filles congolaises. Les policiers jouant un rôle important dans la prévention des violences et la prise en charge des femmes et enfants victimes de violence, doivent être informés des différentes manifestations de ces violences et des moyens de recours, notamment les dispositions juridiques qui protègent les femmes



La photo de famille après la sensibilisation

et les enfants victimes. Au cours de cet atelier ont été débattus des thèmes en lien avec la typologie des violences faites aux femmes et aux enfants, les cas de violences reçus dans les commissariats, la nécessité d'une prise en charge médicale des cas de violences, le cadre juridique de protection des femmes et enfants victimes. Les conférenciers, Dr Roch Doukaga, gynécologue obstétricien, chef de service à l'hôpital de base de Tié-Tié; Aubin Djonko Kendé, directeur départemental des Droits humains et libertés fondamentales de Pointe-Noire; et la juriste Judicael Mantessa ont exposé chacun sur son domaine. Selon le Dr Roch Doukaga, par exemple, la prise en charge d'une victime de violences sexuelles a pour principal objectif

d'optimiser l'accueil psycho-médico-social, de permettre un examen initial parfait avec le recueil d'éléments contribuant à l'obtention de preuves médico-sociales pour permettre à la justice une meilleure efficacité sans nuire physiquement ni psychologiquement à la victime. Le code pénal et la loi dite Potignon ont été cités comme textes fondamentaux dans la lutte contre les violences faites aux femmes et jeunes filles. Une plus grande vulgarisation de ces textes doit être faite, tout comme la connaissance de services du guichet unique d'assistance aux femmes et enfants victimes de violences, notamment dans l'accompagnement psychologique, juridique et judiciaire offert par le guichet unique.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE RELIGIEUSE

Ophélie Gely et Berger Dimina en concert dimanche à la paroisse Yindoula

Destiné à rendre grâce à Dieu qui leur a doté la paroisse de l'Eglise évangélique du Congo (EEC), situé au quartier Makayabou, arrondissement 5 Mongou mpoukou, le concert connaîtra aussi la participation d'autres chœurs et chorales de la ville de Pointe-Noire.

Il s'agit de David Silouvangou, des chorales Kia et Yindoula, la sous-section CBE de la paroisse Yindoula et la chorale Temple. Autrefois annexe de l'EEC, c'est le 30 décembre dernier que Yindoula est devenue une paroisse. Le concert, organisé par la Maison BD production, sera aussi une action de grâce pour tous les bienfaits reçus de Dieu et une occasion d'honorer les femmes en ce mois de mars qui leur est dédié.

Pour ce rendez-vous, Ophélie Gely, l'une des plus belles

grandes voix du gospel ponténégrin qui prépare son nouvel album, propose un répertoire varié, teinté de plusieurs couleurs. Elle exécutera des chansons de son album parmi lesquelles «Je l'aime», ainsi que des titres des grands noms de la musique religieuse comme «Way macker» de Sinach, «Tu as remporté la victoire» de Todd Dulaney et le célèbre chant nigérian «Igwe».

Berger Dimina, qui travaille aussi sur son deuxième album, replongera le public dans l'ambiance des «7 Victoires», titre de son premier album.

Bien de surprises sont aussi prévues, d'où cette invitation d'Ophélie Gely : «J'invite le peuple de Dieu à venir louer et célébrer le Seigneur avec nous car il a fait et fera encore beaucoup de choses pour nous».

L.P.C.N.Z.

FLÉCHÉS • N°1408

FLÉCHÉS crossword grid with clues in French and arrows indicating directions.

MOTS MÊLÉS

Word search grid containing 16 rows of letters.

ACARIEN
ARGUMENT
BARBU
BARYTON
BEIGE
BIJOU
BINIOU
BOURDON
BREBIS
BUDGET
BULLE
CABRI
CACHOT
CAGOULE
CYLINDRE

DUEGNE
ESCORTE
FIOLE
FLAGRANT
FLUET
GADGET
HINDOU
INSANE
LATIN
MAJOR
NAEVUS
ORACLE
PAPYRUS
PARDON

PLAGIAT
POEME
PORCHE
RATION
RIGIDE
RUMEUR
SEMAINE
SIGLE
SPECIMEN
STUPEUR
SYNDICAT
TAILLE
TAMBOUR
TRIBUN
TUYAU

Sudoku grid for N°399 (difficult) and N°407 (easy).

EN PARTANT DES CHIFFRES REMPLISSEZ LA PAGE DE TELLE SORTE QUE CHAQUE COLONNE DE 3 X 3 CONTIENNE UNE SEULE FOIS LES CHIFFRES DE 1 À 9

MOTS CASES • N°259

Mots Cases crossword grid.

2 LETTRES
AS - CA - EN - ES - IL - NA - NU - OR - OS - RU - US
3 LETTRES
AGI - ANE - ARA - ELU - UNE
4 LETTRES
ACTE - ARDU - ESSE - IENA - NAGE - NIAS - REER - RIEN - ROSE - RUEE - RUDE - TIEN - TRAC
5 LETTRES
AERES - ANTAN - LIEGE - PRUNE - PURES - SALUT - SEOUL - SITOT - TUILE
6 LETTRES
AMPUTE - ANCIEN - DEESSE - EIDERS - ENGAGE - EPEIRE - ERMITE - IVRAIE - NAEVUS - NARGUE - NARRER - NARVAL

LA SOLUTION DE LA SEMAINE

SOLUTION
Le mot mystère est CAFÉ-THÉÂTRE

Mots casés

Mots Casés crossword grid for N°259.

Mots fléchés

Mots Fléchés crossword grid for N°1408.

SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°398 • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°407 •

Two Sudoku grids: N°398 (difficult) and N°407 (easy).

DISTINCTION

Trois Congolaises décorées de la Médaille des arts et des lettres par la France

Bélinda Ayessa, Bill Kouélany et Aimée Mambou Gnali ont reçu leurs insignes respectivement d'officiers et de commandeur des arts et lettres, au cours d'une cérémonie organisée le 20 mars à la Case de Gaulle de Brazzaville, en présence du vice-Premier ministre, Firmin Ayessa.

Bertrand Cochery, ambassadeur de France en République du Congo, a d'entrée de jeu, indiqué dans son mot d'usage que l'on ne peut imaginer plus beau symbole que de voir toutes les trois dames rassemblées le 20 mars, Journée internationale de la Francophonie, et surtout au cœur de ce mois de mars qui célèbre les droits des femmes.

Par-delà tout ce qui distingue les trois dames, au meilleur sens du terme, l'ambassadeur de France a évoqué ce qui les rapproche. « Je commencerai, si vous le permettez, par une évocation du début de notre séjour au Congo, de ces premiers mois où tout s'imprime sur les yeux et dans le cœur. Vous avez fait partie des premières personnes que nous avons eu le bonheur de rencontrer, il n'y a pas de hasard. Chacune à votre manière, vous nous avez ouvert les portes du Congo ; chacune à votre manière, et avec beaucoup d'amitié, vous avez éclairé notre chemin, vous nous avez fait partager votre enthousiasme, parfois vos doutes, vos interrogations, vos difficultés ; votre engagement, toujours », a-t-il rappelé. Bill Kouélany fut la première, un samedi après-midi de fin août 2016, à l'occasion de la clôture



Bélinda Ayessa debout, Aimée Mambou Gnali assise lors de la remise des insignes

des rencontres internationales de l'art contemporain, aux Ateliers Sahn. Le 1er octobre, Aimée Mambou Gnali lui était présentée par Jean-Luc Delvert, alors consul général de France à Pointe-Noire, lors de sa première venue dans la ville océane. Une semaine après, l'ambassadeur faisait la connaissance de Belinda Ayessa lors d'une soirée grandiose au Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, pour le dixième anniversaire de la création de ce haut lieu de la mémoire.

« Comme je le disais le 8 mars dernier à l'Institut français, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme : « Dans la dynamique de l'Afrique au XXI^e siècle, le partage entre les pays durablement émergents et les autres

sera fonction de la place qu'auront prise les femmes dans la conduite des affaires de leur pays, et des progrès réellement accomplis en matière d'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Ce soir, en vous remettant les insignes des Arts et lettres, la République Française tient à honorer votre engagement pour la culture, tel que vous le portez en tant que femmes, avec grâce, courage et conviction », a poursuivi l'ambassadeur.

Les réactions

Chère Bill Kouélany (officier des Arts et des lettres) : « Pour moi, les Ateliers Sahn, c'est un défi que j'ai lancé, c'est le Congo en miniature, c'est le Congo de demain. Mon plus grand remerciement, c'est à l'endroit de cette jeunesse. Ce

prix, je le dédie à mes trois enfants. Je remercie l'ambassadeur et son épouse y compris les artistes qui sont toute ma force. »

Bélinda Ayessa (officier des Arts et des lettres) : « C'est avec grande humilité que j'accueille cette décoration parce qu'il faut savoir raison garder. Je l'accueille aussi avec fierté, puisque c'est le résultat d'un travail de dur labeur et de plusieurs années. Je l'accueille avec reconnaissance à l'égard de la France, de son président et de son gouvernement, à l'endroit des autorités de mon pays, notamment au président Denis Sassou N'Guesso qui m'ont donné un espace d'expression grâce auquel j'ai pu me réaliser. Au fond ce soir, c'est l'histoire d'une passion, la passion

d'une histoire, qui est reconnue. »

Aimée Mambou Gnali (Commandeur des Arts et des lettres) : « ...Comment imaginer monsieur l'ambassadeur, sans votre intervention et votre bienveillance ainsi que celle de l'ancien consul de France à Pointe-Noire, que la ministre de la Culture de France ait pu songer à m'accorder une telle distinction sans me connaître. Permettez-moi de dire, combien je suis émue et flattée de recevoir cette marque d'appréciation de mes modestes débuts de carrière littéraire et de vous exprimer ma reconnaissance au gouvernement français qui a bien voulu me manifester cette marque d'estime. »

Le vice premier ministre, Firmin Ayessa : « La France a souhaité honorer le mérite congolais à travers ces trois dames. De façon particulière, Mme Bélinda Ayessa, ce qu'elle fait au Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, elle est un peu comme gardienne de cette histoire-là, de notre histoire commune. Elle le fait bien, tout le monde le reconnaît. Je crois que pour cela, on peut tirer notre chapeau très bas à l'égard de Bélinda Ayessa. C'est toujours bien lorsqu'on s'engage comme elle le fait, c'est une femme engagée, passionnée. C'est bien que lorsqu'on est dans un tel engagement, dans une telle passion, de son vivant, de voir que son mérite est reconnu. »

Bruno Okokana

MÉDECINE POUR TOUS

Les céphalées

Les céphalées ou maux de tête constituent un motif fréquent de consultation. Au Congo, on doit penser avant tout à un accès de paludisme. Outre cette étiologie, l'interrogatoire permet de distinguer les céphalées récentes, d'installation brutale, rapidement évolutive et qui nécessitent une prise en charge urgente, et les céphalées chroniques, émaillées de crises (céphalées paroxystiques, migraine, céphalées de tension), mais sans urgence.

Diagnostic et classification des céphalées

Ils relèvent avant tout de l'interrogatoire et de l'examen clinique. Les examens para-cliniques ne seront mis à contribution qu'après. On retiendra les types de céphalées ci-après.

I. Les céphalées récentes, brutales, symptomatiques, avec leurs deux variétés. 1°) La céphalée violente, d'installation brutale, devant laquelle il faut penser à trois principaux diagnostics :

- l'accident vasculaire cérébral ou AVC qui comporte souvent des signes focaux à type d'hémiplégie et de troubles du langage ou de la conscience ;
 - l'hémorragie méningée, fréquente, d'extrême gravité, annoncée par des céphalées « en coup de tonnerre » et souvent par des troubles importants de la conscience ;
 - l'encéphalopathie hypertensive (HTA), caractérisée avant tout par l'intensité des céphalées.
- 2°) La céphalée d'installation rapidement progressive, qui annonce :
- une élévation de la tension dans le crâne (tumeur du

cerveau, hémorragie intracrânienne, etc.) avec nausées et vomissements ;

- une méningite aiguë caractérisée par d'intenses céphalées et de la fièvre ;
- une artérite temporale chez un sujet de ≥ 60 ans, avec des troubles visuels ;
- diverses affections (traumatismes, sinusites, glaucome, etc.).

II. Les céphalées essentielles (bénignes), notamment la migraine. La migraine est une céphalée très répandue. Rare chez l'enfant, elle prédomine chez les moins de 40 ans et chez la femme. Elle possède souvent une base génétique certaine (existence de cas familiaux). Il y a deux types principaux de migraine : A) La migraine commune. Précédée par des symptômes annonciateurs (asthénie, troubles de l'humeur, irritabilité, euphorie), elle se caractérise par une douleur constante, sans horaire, à topographie unilatérale (hémicrânie) ou alternante, exacerbée par les efforts, les bruits et la lumière. Elle est associée à des troubles digestifs et de l'humeur. Elle se termine par une polyurie, une diarrhée ou des vomissements.

B) La migraine avec aura. L'aura est un ensemble de symptômes qui précèdent le début de la crise. Les auras les plus fréquentes sont visuelles, à évolution progressivement extensive (« la marche migraineuse »), à type de point scintillant ou d'amputation d'un champ visuel. La céphalée s'installe vers la fin de l'aura. Elle est souvent unilatérale, siège au côté opposé à l'aura.

III. Il y a des variétés rares de migraine telles que les formes familiales avec hémiplégie, les troubles visuels mo-

noculaires, la migraine évoluée vers la chronicité, la migraine de l'enfant.

Les facteurs déclenchant la crise de migraine

On retiendra les facteurs ci-après : facteurs psychologiques (émotion, anxiété, choc psychologique, modifications du mode de vie) ; facteurs climatiques (orage, chaleur) ; facteurs alimentaires (alcools, graisses cuites, fromages, chocolat, jeûne, hypoglycémie, repas irréguliers) ; facteurs hormonaux (règles, contraceptifs oraux) ; facteurs sensoriels (bruits, lumière, vibrations, etc.) ; facteurs divers (rythme du sommeil, exercices physiques, altitude, etc.).

Modalités de la prise en charge des céphalées

En cas de céphalées symptomatiques récentes et brutales ou rapidement évolutives, emmener rapidement le patient aux urgences neurologiques. En cas de céphalées essentielles, bénignes (migraine et autres formes), consulter son médecin. Dans tous les cas, ne pas ignorer une lésion du cerveau.

Conclusion. Les céphalées sont des symptômes tellement fréquents que les patients qui en sont victimes prennent systématiquement des antalgiques et des antipaludéens pour résoudre leur problème. On doit cependant savoir qu'une céphalée peut cacher une lésion cérébrale grave. Par conséquent, les formes d'emblée sévères ou celles qui résistent à ces traitements doivent faire l'objet d'une consultation neurologique urgente.

Christophe Bouramoué,
professeur émérite, nbouramoué@yahoo.fr